



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le

14 OCT. 2013

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Véronique REYNAUD

☎ : 04 72 61 37 82

✉ : veronique.reynaud@rhone.gouv.fr

## ARRETE

**autorisant la société B.B.C.I.  
à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière du Val du Rossand  
située lieu-dit "Gros Bois" à SAINT-GENIS-L'ARGENTIERE  
et lieu-dit "Le Pâque" à COURZIEU.**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code minier ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-2 et R 512-26 à R 512-30 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-2254 du 18 juillet 2001 portant approbation du schéma départemental des carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012-E89 du 26 novembre 2012 autorisant la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de spécimens d'espèces animales protégées, la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées, la destruction de spécimens d'espèces animales protégées, la capture ou enlèvement de spécimens d'espèces animales protégées, dans le cadre du projet d'extension de la carrière BBCI sur les communes de Saint-Genis-l'Argentière et Courzieu ;

.../...

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-E10 du 2 juillet 2013 portant création d'une zone de protection de biotope du « Vallon du Rossand » ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-E94 du 7 octobre 2013 autorisant le défrichement de 5,5345 hectares de terrain à Saint Genis l'Argentière ;
- VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;
- VU la délibération du conseil municipal de SAINT GENIS L'ARGENTIERE en date du 19 juillet 2013 relative à l'approbation de la révision simplifiée n°1 du P.L.U. de la commune ;
- VU la demande d'autorisation présentée le 25 mai 2012 complétée le 8 janvier 2013 par la société B.B.C.I. en vue de poursuivre et d'étendre l'exploitation de la carrière du Val du Rossand située lieu-dit "Gros Bois" à SAINT-GENIS-L'ARGENTIERE et lieu-dit "Le Pâque" à COURZIEU ;
- VU l'avis technique de classement en date du 8 janvier 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis de l'autorité environnementale formulé le 12 mars 2013 sur le dossier de demande d'autorisation précité ;
- VU les résultats de l'enquête publique à laquelle M. Gérard GIRIN, désigné en qualité de commissaire enquêteur, a procédé du 21 mai 2013 au 21 juin 2013 inclus ;
- VU la délibération en date du 19 juillet 2013 du conseil municipal de Saint Genis L'Argentière ;
- VU la délibération en date du 2 juillet 2013 du conseil municipal de Courzieu ;
- VU la délibération en date du 14 mai 2013 du conseil municipal de Bessenay ;
- VU la délibération en date du 7 juin 2013 du conseil municipal de Brullioles ;
- VU la délibération en date du 27 mai 2013 du conseil municipal de Montromant ;
- VU la délibération en date du 26 juin 2013 du conseil municipal de Saint Laurent de Chamousset ;
- VU l'avis en date du 14 juin 2012 de la direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes ;
- VU l'avis en date du 13 février 2013 de la direction de la sécurité et de la protection civile ;
- VU l'avis en date du 25 février 2013 de la direction départementale des territoires ;
- VU l'avis en date du 15 avril 2013 de l'institut national de l'origine et de la qualité ;
- VU l'avis en date du 19 février 2013 de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes ;

VU l'avis en date du 28 février 2013 du service départemental d'incendie et de secours ;

VU le rapport de synthèse en date du 29 juillet 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites – formation carrières exprimé dans sa séance du 23 septembre 2013 ;

CONSIDERANT que les activités prévues par la société B.B.C.I. dans l'enceinte de la carrière située à COURZIEU et à SAINT-GENIS-L'ARGENTIERE sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation préfectorale au titre des rubriques n° 2510.1 et 2515.1.a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'en vue de prévenir les risques et nuisances potentiels et de limiter les impacts présentés par ses installations l'exploitant met ou mettra en œuvre les dispositions suivantes :

- la mise en place d'un merlon paysager de 15 m de haut, temporaire pendant 10 ans, placé au Nord de la zone d'extension, qui coupera la vue sur les gradins inférieurs de l'extension, depuis le Nord,
- la mise en place d'un merlon paysager définitif à l'Ouest, dans 10 ans, pour couper la vue depuis Le Drillard sur les gradins inférieurs de l'extension,
- la réalisation du défrichage en deux phases,
- la reconfiguration de la piste d'accès avec modelage de merlons de part et d'autre, enherbés, jouant aussi un rôle de masque,
- l'exploitation en tranches descendantes, avec remise en état au fur et à mesure,
- la limitation de la hauteur des gradins sommitaux à 7,5 m,
- la mise en œuvre de mesures d'évitement, de réduction d'impact, de mesures compensatoires et conservatoires et de mesures d'accompagnement afin de prendre en compte la biodiversité,
- l'intensification de l'arrosage des matériaux et la mise en place du bardage des installations et du système d'aspiration et de dépoussiérage,
- la réalisation d'une étude paysagère,
- la réalisation d'une étude sur les conséquences des ondes solidiennes et aériennes lors des tirs de mines,
- pendant l'été, la fermeture de la carrière à 19h30,
- le rajout d'une deuxième mesure de bruit annuelle pendant la première phase quinquennale ;

CONSIDERANT que ce projet est compatible avec le schéma départemental des carrières et le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée susvisés ;

CONSIDERANT, de plus, que les dispositions spécifiées dans le présent arrêté, notamment celles destinées à la prévention des risques de pollution accidentelle, des nuisances sonores et celles dues aux vibrations et aux poussières sont de nature à permettre l'exercice de cette activité en compatibilité avec son environnement ;

.../...

CONSIDERANT dès lors que les intérêts mentionnés aux articles L 211-1° et L 511-1° du code de l'environnement susvisé sont garantis par l'exécution de ces prescriptions ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

## ARRÊTE :

### TITRE I - DONNÉES GÉNÉRALES

#### Article 1er : Autorisation

La société B.B.C.I. dont le siège social est situé 14, rue de l'Industrie – 25660 SAONE -, est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter la carrière de roche massive (granite et amphibolite) dite de " Val du Rossand " située aux lieux-dits " Gros Bois " à SAINT-GENIS-L'ARGENTIERE et " Le Pâque " à COURZIEU, ainsi que les activités désignées ci-après :

Désignation des installations	Volume des activités	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation de carrière	Production maximale : 600 000 tonnes/an Production moyenne : 500 000 tonnes/an	2510.1	Autorisation
Broyage, concassage, criblage (...) de pierres, cailloux, et autres produits minéraux naturels (...)	Puissance installée : 2 030 kW	2515.1	Autorisation
Dépôt de liquides inflammables de 2ème catégorie <ul style="list-style-type: none"><li>• Une citerne de GNR de 50 m<sup>3</sup></li></ul> Volume équivalent Total : 50 m <sup>3</sup> x coefficient 1/5 = 10 m <sup>3</sup>	Volume équivalent total : 10 m <sup>3</sup>	1432.2	Non classé
Stations-service : Installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur  Installation de distribution de fioul (coefficient 1/5) Volume annuel de carburant distribué inférieur ou égal à 350 m <sup>3</sup> , soit 70 m <sup>3</sup> en capacité équivalente	Volume annuel équivalent : 70 m <sup>3</sup>	1435	Non classé
Atelier de réparation et d'entretien	Surface totale inférieure à 500 m <sup>2</sup>	2930.1	Non classé

Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des arrêtés suivants sont supprimées :

- arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 1<sup>er</sup> décembre 2003
- arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière du 28 mai 2010

La société B.B.C.I. est tenue de respecter, pour l'exploitation de ces installations, les prescriptions techniques contenues dans les articles 2 et suivants du présent arrêté.

**Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation**

Les installations doivent être implantées, exploitées et remises en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de demande d'autorisation en date du 29 décembre 2011 en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu.

**Les parcelles concernées par l'extraction des granulats sont les suivantes :**

**Parcelles sollicitées en renouvellement :**

<b>Commune, lieu-dit et section</b>	<b>Numéro de parcelle</b>	<b>Surface (m<sup>2</sup>)</b>
Commune de Saint Genis l'Argentière  Lieu-dit " Gros Bois "  Section A	194 P1	85 720
	194 P2	2 000
	194 P3	8 200
	193	5 850
	166	10 240
	165 P1	2 700
	164 P1	7 700
	<b>Total</b>	<b>123 410</b>

**Parcelles sollicitées en extension :**

<b>Commune, lieu-dit et section</b>	<b>Numéro de parcelle</b>	<b>Surface (m<sup>2</sup>)</b>
Commune de Saint Genis l'Argentière  Lieu-dit " Gros Bois "  Section A	167	13 190
	168	2 660
	169	1 900
	170	13 210
	171	2 900
	172	10 660

Commune de Saint Genis l'Argentière  Lieu-dit " Gros Bois " Section A	188	5 850
	189	3 950
	190	2 470
	191	4 430
	192	4 730
	195	6 510
	<b>Total</b>	<b>72 460</b>

Les parcelles concernées par l'installation de traitement sont les suivantes :

Commune, lieu-dit et section	Numéro de parcelle	Surface (m <sup>2</sup> )
Commune de Courzieu Lieu-dit " Le Pâque " / Section BE	18 (pour partie)	16 390

Par ailleurs, l'exploitant dispose d'installations de chargement camion, de chargement train, d'un embranchement ferroviaire et d'une piste d'accès camion.

Parcelles concernées par l'embranchement ferroviaire et la piste d'accès :

Commune, lieu-dit et section	Numéro de parcelle	Surface (m <sup>2</sup> )
Commune de Courzieu Lieu-dit " Le Pâque " / Section BE	1 (pour partie)	9 407
	17	7 933
<b>Total</b>		<b>17 340</b>

Un plan parcellaire donnant les limites du site autorisé est joint en **annexe 1**. Toute activité liée à la carrière est interdite en dehors de ce périmètre, notamment le stockage de matériaux.

L'autorisation est accordée **pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté**, remise en état incluse. Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La présente autorisation vaut pour une exploitation de granite et amphibolite, devant conduire en fin d'exploitation à un aménagement conforme aux plans de phasage présentés dans le dossier de demande d'autorisation et joints au présent arrêté, en **annexe 2**. La production maximale annuelle autorisée est de **600 000 tonnes**, la production moyenne annuelle autorisée est de **500 000 tonnes**.

Les matériaux de découverte constitués de terre végétale et d'arènes d'altération à matrice sableuse d'un volume de 630 930 m<sup>3</sup> sont utilisés pour la réalisation de deux merlons paysagers échelonnés dans le temps, ainsi que pour le remodelage de merlons le long de la piste d'accès au front. Ils seront aussi mis en remblais sur le carreau historique de la carrière, dont le niveau sera ainsi porté de 345 à 360 m NGF, et également mis en œuvre sur le délaissé paysager côté nord-est de la carrière. Un excédent de matériaux subsistera néanmoins, et fera l'objet d'une valorisation à l'extérieur du site, pour un volume de 120 000 m<sup>3</sup> environ.

La cote limite d'exploitation en profondeur est de **345 m NGF**.

## **TITRE II - RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES**

### **Article 3 : Réglementation générale**

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable aux installations objets du présent arrêté.

Les compresseurs d'air équipant la foreuse et les installations de traitement sont exploités conformément à l'arrêté du 15 mars 2000 modifié, relatif à l'exploitation des équipements sous pression, sauf dispositions contraires du présent arrêté.

### **Article 4 : Police des carrières**

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- les articles L.175-3, L.175-4, L.152-1 du code minier,
- le code du travail complété, ou adapté, pour sa partie 4 (santé et sécurité au travail) par le texte cité en 3.
- le décret n°80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives,

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux,
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

Il rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées sont assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations est tenu à la disposition de la DREAL.

### **Article 5 : Clôtures et barrières**

Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour du périmètre concerné par l'exploitation, y compris les installations de traitement et de chargement train (là où c'est possible).

L'entrée du site autorisé est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

### **Article 6 : Dispositions particulières**

#### *6.1 - Information du public*

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au site des panneaux indiquant en caractères apparents :

- l'identification de l'installation (objet des travaux),
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant,
- le numéro et la date du présent arrêté,
- les jours et heures d'ouverture,
- la mention “ interdiction d'accès à toute personne non autorisée ”,
- le numéro de téléphone permettant au public de joindre un salarié responsable de la société, en cas de nuisances,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.

#### *6.2 - Bornage*

L'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- des bornes de nivellement afin de s'assurer du respect des profondeurs d'exploitation autorisées.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

#### *6.3 - Accès à la carrière*

L'exploitant est chargé de l'aménagement si nécessaire, ainsi que de la surveillance, du nettoyage et de l'entretien de la voirie communale n°8, qui dessert la carrière à partir de la RD 389, et de la chaussée du pont dit de “ Martinet ”. Une signalisation adaptée est mise en place. La fréquence de nettoyage de la chaussée est adaptée afin d'éviter les dépôts de boues et les envols de poussières.

L'accès à la carrière doit être contrôlé durant les heures d'activité.



En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage, formé aux risques générés par la carrière et ses installations associées.

Les servitudes de passage sur cette route desservant les terrains privés de riverains sont maintenues.

#### *6.4 - Déclaration de poursuite d'exploitation*

Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 4, 5, 6.1 à 6.3, et 22.1.

#### *6.5 – Moyens de pesée*

Sur la carrière est implanté un dispositif de pesée des granulats, muni d'une imprimante (ou dispositif enregistreur équivalent) permettant de mesurer le tonnage des granulats sortant de l'installation. Le système de pesage est conforme à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement en application de la réglementation relative à la métrologie légale.

### **TITRE III - EXPLOITATION**

#### **Article 7 : Dispositions particulières d'exploitation**

##### *7.1 - Décapage des terrains*

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère ni aux autres matériaux de découverte, ni aux stériles d'exploitation.

Les matériaux de découverte ainsi que les stériles de production seront utilisés pour les travaux de remise en état du site ou valorisés à l'extérieur du site.

Le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés par phases successives correspondant aux besoins de l'exploitation, conformément à l'autorisation de défrichage. Ils n'ont pas lieu lorsque le temps favorise les envols de poussière (temps sec venteux). La terre végétale et les stériles doivent être correctement ressuyés avant d'être transportés.

La terre végétale et les stériles sont stockés séparément en attendant d'être utilisés pour la remise en état du site. L'exploitant prévient l'apparition d'ambrosie et de la Renouée du Japon, et le phénomène d'érosion, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place, par d'autres espèces indigènes.

La hauteur des stocks de terre végétale est limitée à 2 mètres.

Les stockages de terre végétale ne doivent pas être déplacés ni rechargés par-dessus, avant leur remise en place définitive. Leur forme est bombée avec une légère pente permettant le drainage naturel.

##### *7.2 - Patrimoine archéologique*

Lorsque des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du code du Patrimoine, notamment les article R522-1 et suivants. .../...

Toute découverte de vestiges archéologiques doit être signalée sans délai à la Mairie, à la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'Inspection des installations classées.

### *7.3 – Épaisseur d'extraction*

L'extraction est limitée en profondeur à la cote NGF de **345**, pour une épaisseur d'extraction maximale de **145 mètres** sur la zone d'extension.

### *7.4 – Distance d'isolement du ruisseau du Rossand*

La distance minimale séparant les limites des activités de la carrière du lit mineur du ruisseau du Rossand est de 10 mètres.

La ripisylve est totalement conservée dans cet espace séparant la carrière du ruisseau.

Les stockages sont disposés ou isolés de telle manière qu'ils ne puissent être entraînés dans les rivières lors de crues.

### *7.5 – Pompage des eaux souterraines ou superficielles*

Le pompage des eaux souterraines ou des eaux provenant des cours d'eau superficiels, que ce soit pour le décapage, l'exploitation ou la remise en état du site, est interdit.

### *7.6 – Conduite de l'exploitation*

Les matériaux sont abattus à l'explosif, puis poussés sur un ou deux glissoirs réalisés entre les différents gradins, pour être récupérés sur le carreau inférieur où ils sont arrêtés par un merlon.

Les travaux sont réalisés en 6 phases successives (les plans de phasage sont joints en **annexe 2**) :

#### **Phase 1 : 5 ans**

- création d'une piste d'accès (de pente inférieure à 10%) en partie sommitale, et reconfiguration de la piste d'accès en partie basse (avec une pente inférieure à 13%). Cette nouvelle piste d'accès disposera d'une largeur minimale de 10 m environ entre le front de taille dans le massif et le bord de piste, et le merlon latéral en bord de piste côté vide aura une hauteur de 2,5 m au moins afin de couper les bruits de roulage des engins dans l'environnement. Les talus de cette piste seront réaménagés durant la première phase en milieu ouvert favorable à l'Engoulevent d'Europe
- découverte et défrichement sur 43 550 m<sup>2</sup>
- mise en place d'un merlon paysager sur le côté Nord de la zone d'extension, de 35 m de largeur à la base, et de hauteur 15 m, dont le sommet est à la cote 450 NGF
- création et remise en état simultanée des 3 gradins sommitaux, de hauteur maximale chacun 7,5 m, taillés en grande partie dans la découverte
- exploitation des gradins 465 et 450 NGF
- remise en état du gradin 465 finalisée au maximum deux ans après la fin de son exploitation

**Phase 2 : 5 ans**

- exploitation des gradins 435, 420 et 410 m NGF
- remise en état des gradins 450 et 435 m NGF
- déplacement du concasseur primaire au plus tard durant cette phase

**Phase 3 : 5 ans**

- démantèlement du merlon paysager Nord, et défrichage de 11 795 m<sup>2</sup>
- création du merlon paysager Ouest
- exploitation des gradins 410, 395, 380 en partie
- remise en état des gradins 435 et 420 m NGF

**Phase 4 : 5 ans**

- exploitation des gradins 395, 380 et 365

**Phase 5 : 5 ans et Phase 6 : 5 ans**

- exploitation des gradins 395, 380 et 365, 350 et 345
- remise en état des gradins 395, 380 et 365
- remblaiement et remise en état du carreau à la cote 355 ou 360

*7.7 – Distances limites et zones de protection*

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes. Tel est le cas notamment autour des installations de traitement des eaux de procédés et des bassins de décantation ou d'eau claire.

Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants et du chemin traversant le site ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres.

En tout état de cause le niveau bas de l'exploitation sera arrêté de telle façon que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. L'exploitant doit prendre toutes dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques, des canalisations enterrées, des voies routières...

*7.8 – Registres et plans*

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an par l'exploitant et envoyé à l'Inspection des Installations Classées. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,
- les bords de la fouille,
- les cotes d'altitude des points significatifs,

.../...

- les zones remises en état,
- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

#### *7.9– Hauteur du stock de sable argileux*

L'exploitant s'efforce de minimiser le stock de sable argileux vers l'ancien front Est de la carrière. En tout état de cause, la hauteur de ce stock ne devra pas dépasser 6 m.

Ce stock est séparé du front par un fossé.

Le stock historique devra avoir complètement disparu au 30 juin 2018.

#### *7.10 – Intégration paysagère du site*

L'exploitation de la zone d'extension est arrêtée à la cote 495 m NGF.

L'éperon rocheux à l'entrée de la carrière est conservé, de manière à constituer un écran visuel.

Un merlon paysager de 15 m de haut, est implanté jusqu'à la fin de la 2<sup>ème</sup> phase, au Nord de la zone d'extension, afin de couper la vue sur les gradins inférieurs de l'extension, depuis le Nord. Il est enherbé dès sa création.

Un merlon paysager définitif est mis en place à l'Ouest, au début de la 3<sup>ème</sup> phase, pour couper la vue depuis Le Drillard sur les gradins inférieurs de l'extension. Il est enherbé et boisé dès sa création.

Le défrichage est effectué en deux campagnes : en début de première phase (sur 4,3 ha), et en début de troisième phase sur 1,2 ha.

Le remodelage de la piste d'accès avec des merlons de part et d'autre, enherbés, permet l'intégration paysagère de celle-ci.

L'exploitation a lieu en tranches descendantes, avec une remise en état au fur et à mesure.

Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant remet au préfet une étude réalisée par un architecte-paysagiste spécialisé, dont le choix sera préalablement soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Cette étude comporte les objectifs suivants :

- formulation claire du parti pris paysager,
- vue en croquis et/ou en photo-simulation du projet de carrière tel que prévu dans le dossier, à différents pas de temps pertinents, dans les directions suivantes : Brussieu (un ou plusieurs points de vue à choisir entre Vermont I, Vermont II, Les Terrasses), Le Drillard, un ou plusieurs points à choisir sur le secteur [Le Georges, Le Dalairé, Pomeyrieux],
- étude de variantes et conclusion argumentée sur la faisabilité économique : a minima : variante 1 avec cote d'exploitation arrêtée à 395/400 m NGF pour l'angle Nord ; variante 2 avec orientation des fronts différentes.

Le cahier des charges de cette étude est présentée à la Commission de Concertation du site, ainsi que les résultats de cette étude. En fonction des résultats de cette étude, l'exploitant proposera d'éventuels axes d'amélioration de son projet, d'un point de vue paysager.

## TITRE IV - REMISE EN ETAT

### Article 8 : Plan de réaménagement du site

#### *8.1 – Travaux de remise en état*

La remise en état consiste à restituer un site à vocation naturelle, avec un reboisement à caractère forestier. Les schémas de remise en état du site à respecter figurent en **annexe 3** du présent arrêté.

En cours d'exploitation:

- un éperon rocheux culminant à une cote d'au moins 400 m NGF est conservé en partie Nord du site. La partie de cet éperon située dans la carrière est aménagée en tant qu'habitat naturel favorable à l'Engoulevent d'Europe
- l'exploitant procède à la maintenance et au contrôle des espaces réaménagés. Il veille notamment à replanter des espèces végétales pour compenser les pertes éventuelles constatées et assure un arrosage systématique lors des périodes de sécheresse
- en phase 3, dès sa création, le merlon Ouest culminant à la cote 400 m NGF est enherbé au canon hydraulique, et reboisé avec des essences forestières, établies dans le cadre du plan de végétalisation, d'une hauteur minimale à définir par l'ONF, de façon à minimiser les perceptions visuelles
- les gradins sont réaménagés à l'avancement
- pour les gradins sur les fronts rocheux :
  - conservation d'une hauteur de 15 mètres des fronts de taille
  - réduction de la largeur des banquettes résiduelles à 6,6 mètres minimum, de façon à créer une pente intégratrice générale des fronts de 60°
  - création d'éboulis en pied de gradins, sur les gradins inférieurs
  - les banquettes résiduelles sont rectifiées de façon à obtenir une contre-pente de quelques pourcents vers l'intérieur. Elles font également l'objet d'un reprofilage longitudinal afin de donner diverses légères pentes sur l'ensemble du linéaire de banquette et d'évacuer ainsi l'eau vers différents endroits, en évitant l'érosion des terrains
  - après positionnement de quelques blocs, elles sont recouvertes d'un remblai terreux issu de la découverte, sur une épaisseur de 1 m contre la paroi du gradin, et quelques centimètres au bord du gradin
- pour les gradins sommitaux sur l'épaisseur de découverte :
  - pente de talus est inférieure à 43°
  - largeur des banquettes résiduelle est de 4 m environ
  - hauteur des fronts inférieure à 7,5 m
  - ils sont remis en état dans un délai maximal de 2 ans après la découverte, par enherbement et reboisement de type forestier
- les installations de traitement des matériaux, de chargement de train, et la voie ferrée sur l'emprise autorisée sont démantelées

En fin d'exploitation :

- le carreau Est est remodelé à la cote de 348 m NGF environ, avec la couche de matériaux de décapage entreposés sur le carreau Ouest. Il est végétalisé avec la même densité de plantations d'arbres et arbustes, par bosquets, que les banquettes. Les espèces prévues seront celles d'un plan de végétalisation, établi et approuvé conformément aux dispositions du point 8.2. ;
- le bassin de décantation des eaux pluviales et le bassin de recyclage sont maintenus et font l'objet d'aménagements spécifiques pour garantir la sécurité du public à long terme : une clôture est posée, permettant l'échappatoire pour les amphibiens et petits animaux. Lors des travaux de remise en état, l'exploitant veille à diriger les eaux de manière privilégiée vers ces bassins ; ces bassins ne pourront pas faire l'objet d'une valorisation halieutique. Ainsi, aucune introduction volontaire de poissons ne sera réalisée dans ces bassins ;
- l'exploitant aménage des milieux humides dans les secteurs en contrebas du terrain naturel où était présente la voie ferrée, en évitant de remblayer complètement ces secteurs ;
- les mesures de sécurité des tiers sont prises (interdiction des lieux dangereux à la fréquentation par clôture et panneaux, mise en sécurité des fronts instables) ;
- le carreau Ouest est remblayé avec les volumes de stériles excédentaires, jusqu'à une cote située entre 355 m NGF et 360 m NGF, avec une légère pente vers un point bas qui jouera le rôle d'une zone humide, de surface comprise entre 4000 et 5000 m<sup>2</sup>.

### *8.2 – Plan de végétalisation*

Les banquettes et le carreau font l'objet du plan de végétalisation suivant :

La plantation d'arbres et d'arbustes s'effectuera par bosquets selon une densité de 2000 à 3000 plants/ha, (soit un plant tous les 4 m<sup>2</sup>), avec une maille de 2 m par 2 m. Les espèces retenues comprennent des arbres caducs dont les variétés sont définies en collaboration avec l'ONF, des arbustes (aubépine, genêts).

Un enherbement hydraulique est réalisé entre les arbres.

Toutes dispositions seront prises pour assurer la bonne reprise des plants (protection par tubex...), et une maintenance de 2 ans minimum avec garantie de reprise de 80% demandée à la société assurant les plantations.

### **Article 9 : Remblayage**

La réception de matériaux de remblais sur le site et extérieurs au site, même à caractère inerte, est interdite.

### **Article 10 : Cessation d'activité**

Six mois au moins avant la date de fin de travaux ou d'expiration de la validité de la présente autorisation, à défaut d'avoir déposé une demande de renouvellement de l'autorisation, l'exploitant adresse au Préfet :

Une notification de fin d'exploitation qui précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

.../...

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

## **TITRE V - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A L'INSTALLATION DE CHARGEMENT FERROVIAIRE**

L'installation de chargement ferroviaire et les voies ferrées sont implantées conformément au dossier modificatif remis par l'exploitant au préfet le 25 septembre 2003.

La tranchée dans laquelle sont placées les voies est, par dérogation aux articles 2 et 7.3., réalisée à la cote **342,08 NGF**. Cette tranchée est en tout point à une distance horizontale de plus de 12,5 mètres du ruisseau du Rossand.

L'installation de chargement ferroviaire fait l'objet d'un bardage acoustique aussi complet que possible, dont l'efficacité est évaluée après réalisation.

## **TITRE VI - PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

### **Article 11 : Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

.../...

## **Article 12 : Pollution des eaux**

### *12.1 – Prévention des pollutions accidentelles*

Le ravitaillement, l'entretien, et le stationnement en dehors des périodes de travail des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche équipé d'un décanteur déshuileur.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

L'exploitant met à la disposition du personnel (dans les engins, installations et bureaux) des matières absorbantes à même de permettre un traitement local rapide des pollutions éventuelles aux hydrocarbures, dans l'attente de la récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée. Il informe ses personnels de la conduite à tenir en cas de survenance d'un tel événement.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Les opérations de dépotage sont réalisées sous la surveillance constante d'un opérateur.

Le Rossand est protégé de toute chute d'engin par mise en place de glissières sur le pont le traversant.

### *12.2 – Prélèvement d'eau*

L'eau d'appoint nécessaire au circuit de lavage des matériaux dans l'installation de traitement provient des eaux pluviales récupérées dans le bassin de recyclage et du réseau d'eau communale.

Le bassin de récupération des eaux pluviales sur le carreau de la carrière est étanche et l'eau pluviale de ce bassin est récupérée pour les besoins de procédé (lavage des matériaux).

La carrière est alimentée en eau potable par le réseau d'adduction communal. La conception des réseaux ne permet pas le retour d'eaux vannes ou d'eau de process vers le réseau d'adduction. Cette eau est réservée aux sanitaires, et éventuellement, en cas de sécheresse des bassins, à l'appoint des installations de lavage. Le débit d'eau prélevé sur le réseau public ne peut excéder 80 m<sup>3</sup>/jour, sur un mois glissant, et 16 000 m<sup>3</sup>/an. L'exploitant tient un registre de ses consommations en eau, avec un relevé hebdomadaire.

Il n'y a sur le site aucun prélèvement d'eau, ni dans les cours d'eau, ni dans les eaux souterraines, hormis ceux issus du bassin de régulation-décantation de 4000 m<sup>3</sup>.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau du site doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

.../...



### *12.3 – Rejets d'eau dans le milieu naturel*

#### 12.3.1 - Eaux de procédés des installations

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées.

Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.

Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

Le recyclage des eaux est assuré par un bassin de décantation de volume 2000 m<sup>3</sup>.

Il est régulièrement entretenu. Son curage est réalisé de telle manière à conserver l'étanchéité obtenue par colmatage naturel des abords.

#### 12.3.2 - Eaux rejetées (eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Toutes les eaux pluviales provenant des écoulements sur le site (partie Ouest par rapport au Rossand) sont dirigées vers une installation de traitement comprenant un bassin de régulation-décantation d'un volume de 4000 m<sup>3</sup>, et un déshuileur-dégraisseur disposé en sortie du bassin de décantation. Le bassin de décantation est curé en cas de besoin.

L'évacuation des eaux de ce bassin s'effectue par surverse et gravitairement, au travers d'une conduite de diamètre 400 mm jusqu'au niveau du fil de l'eau du ruisseau du Rossand, afin d'éviter toute érosion consécutive à l'écoulement des eaux.

Les eaux pluviales de la partie Est du site sont dirigées gravitairement vers le bassin des eaux de lavage pour celles autour de l'installation de traitement.

Les eaux pluviales des toitures des installations sont dirigées soit vers le bassin des eaux de lavage, soit vers le bassin des eaux pluviales.

Les eaux pluviales de la piste d'accès à la carrière sont dirigées vers des massifs filtrants, et s'infiltrent dans le Rossand.

Le pont traversant le Rossand sur le site de la carrière est bordé par des glissières pleines qui canalisent les eaux pluviales vers les massifs filtrants.

Les eaux de l'aire de distribution d'hydrocarbures transitent dans un déshuileur-dégraisseur spécifique, puis dans une tranchée drainante.

Le déshuileur-dégraisseur associé au bassin des eaux pluviales, ainsi que le décanteur-déshuileur associé à l'aire de distribution d'hydrocarbures, sont vérifiés et entretenus aussi souvent que nécessaire. Le décanteur-déshuileur relié à l'aire de distribution est muni d'une alarme de niveau haut. Les résidus d'hydrocarbures éventuels sont quant à eux récupérés par un éliminateur agréé.

Les eaux canalisées rejetées dans le ruisseau du Rossand, ainsi que les eaux issues du décanteur-déshuileur de l'aire de distribution d'hydrocarbures, respectent après traitement les prescriptions suivantes:

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30°C ;

.../...

- les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872),
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2 et NF EN ISO 11 423-1).

Pour les eaux issues du bassin de décantation, ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures en ce qui concerne la demande chimique en oxygène, les MEST et les hydrocarbures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. L'émissaire est équipé d'un dispositif de prélèvement et d'un canal de mesure du débit.

Lors des épisodes pluvieux, l'exploitant procède à une vérification du respect de ces valeurs limites en concentration, une fois par an en sortie du décanteur déshuileur de l'aire de distribution d'hydrocarbures, et deux fois par an sur l'émissaire donnant sur le Rossand, pour autant qu'il y ait des rejets. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, une analyse est effectuée sur un prélèvement à l'amont et un prélèvement à l'aval de la carrière, dans le ruisseau du Rossand, en période pluvieuse, une fois par an. Elle porte sur les mêmes paramètres que précédemment.

### 12.3.3 - Eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur. Le dispositif d'assainissement autonome mis en place est contrôlé au moins tous les 4 ans. L'exploitant conserve une trace écrite de ce contrôle.

### Article 13 - Pollution de l'air

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Les émissions captées sur l'ensemble des concasseurs sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm<sup>3</sup> (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normales de température - 273 Kelvin - et de pression - 101,3 kilo pascals - après déduction de la vapeur d'eau - gaz sec -).

Les périodes de panne ou d'arrêt des dispositifs d'épuration pendant lesquels les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année inférieure à deux cents heures.

Ces périodes sont consignées dans un registre.

Les pannes ou dysfonctionnements ayant conduit à des émissions de poussières dans l'environnement font l'objet d'une analyse des causes, et de mesures préventives destinées à empêcher leur survenue. Cette analyse ainsi que les mesures préventives sont également consignées sur un registre, et sont reportés dans le rapport annuel visé à l'article 18.

En aucun cas, la teneur en poussière des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm<sup>3</sup>.

En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause. Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

L'exploitant fait procéder à une mesure annuelle des concentrations, débits et flux de poussières des émissions gazeuses canalisées. Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé. Le rapport de contrôle est transmis dès réception à l'inspecteur des installations classées.

Afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant met également en œuvre les mesures suivantes :

- arrosage du chantier de décapage par temps sec et venté, et selon une consigne préalablement établie (1)
- équipement du matériel de foration d'un système de captation des poussières, maintenu en permanence en bon état de marche
- mise en place d'un enrobé sur la piste d'accès à la carrière, et ce de l'installation de traitement à la voirie publique
- arrosage des pistes et véhicules par rampe d'aspersion lorsque les conditions météorologiques l'imposent, et selon une consigne préalablement établie (1)
- arrosage systématique des matériaux abattus, avant qu'ils ne soient poussés sur les glissoirs
- capotage de tous les convoyeurs
- arrosage des points de jetée
- bardage de l'installation de traitement dans son intégralité, du concasseur primaire et du chargement wagons
- restriction de la hauteur de jetée à 2 m au maximum pour les points de jetée des convoyeurs
- limitation de la vitesse des poids-lourds et engins de carrière à 25 km/h sur les voiries d'accès à la carrière enrobées, et à 20 km/h sur les pistes
- arrosage des stocks au sol de matériaux de fine granulométrie, les jours secs, avant déstockage, et selon une consigne préalablement établie (1)
- stockage des granulats les plus fins en trémie fermée

(1) L'exploitant rédige une consigne dans laquelle il détermine les circonstances (vitesse de vent, météo...) qui entraînent la mise en place, manuelle ou automatique, des mesures de prévention des envols de poussières (arrosage des pistes, des stocks..). Il met en place les moyens de mesurer ces conditions (anémomètre...).

L'exploitant met également en place un réseau de mesure des retombées de poussières dans l'environnement.

Les emplacements des points de mesures sont les suivants (voir localisation en **annexe 4**):

- **point A** : en limite Sud de la carrière
- **point B** : sur le carreau de la carrière

.../...

- **point C** : le long de la piste d'accès camions, dans la carrière, en limite Nord de la carrière
- **point D** : Hameau le Vermont à Brussieu
- **point E** : proximité des terrains agricoles au lieu- dit Le George

Les mesures de retombées de poussières sont effectuées **7 fois par an, sur une durée de 15 jours à chaque mesure.**

La répartition des campagnes de mesure dans l'année est la suivante : aux mois de février, avril, juin, juillet, août, septembre et novembre : 1 mesure dans le mois.

Ces mesures sont aux frais de l'exploitant, elle sont réalisées par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.

Les résultats commentés sont transmis à l'inspection des installations classées une fois par an.

En fonction des résultats obtenus, le nombre, l'emplacement des points de mesures et la fréquence des mesures pourront être revus en accord avec l'inspection des installations classées.

#### **Article 14 - Incendie et explosion**

Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Elles sont maintenues en permanence accessibles aux engins de lutte contre l'incendie.

Notamment, l'installation de distribution de liquides inflammables est équipée de deux extincteurs homologués 233 B situés à moins de 20 mètres des appareils de distribution, ainsi que d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie.

Un registre entrée/sortie indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés, auquel est annexé un plan général des stockages, est tenu à jour, à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention.

#### **Article 15 - Déchets**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Tout brûlage à l'air libre de déchet est strictement interdit.

#### **Article 16 - Bruits et vibrations**

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Le site n'est autorisé à fonctionner que les jours ouvrables, du lundi au vendredi, de 7 h à 18 h pour l'ouverture à la clientèle, et de 7 h à 20 h (19 h 30 pour la période allant du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre) pour le fonctionnement de la carrière et des installations. Ces horaires doivent être strictement respectés pour la quiétude du voisinage.

### 16.1 – Bruits

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables aux installations objets du présent arrêté.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Les avertisseurs de recul sur les engins sont du type " cri du lynx ".

Lorsque la foreuse est en vue des ZER, elle sera défilée par rapport aux ZER ou sera placée derrière un écran constitué avec des matériaux abattus.

Les niveaux de bruit à respecter en limites du site sont de 70 dB(A).

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones d'émergence réglementées telles que définies dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et reportées dans le dossier de demande d'autorisation en date de février 2007 :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'exploitant effectue des contrôles, suivant la méthode dite " de contrôle ", fixée en annexe à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, au moins **deux fois par an durant la première phase**, puis **une fois par an durant les phases suivantes**.

Ces contrôles comprennent notamment des mesures aux points suivants (voir leur localisation **annexe 5**) :

- point 1 : hameau situé à 350 m au Sud-Est de la carrière, au lieu-dit " Le Pâque ",
- point 2 : hameau situé à 550 m au Sud-Est de la carrière, au lieu-dit " Le George ",
- point 3 : hameau situé à 750 m au Sud de la carrière, au lieu-dit " Le Dalaire ",
- point 9 : hameau situé à 460 m au Nord-Ouest de la carrière, au lieu-dit « Le Drillard »,

- point 10 : ferme située à 400 m au Nord de la carrière, au lieu-dit “ Le Gonichon ”,
- point 11 : hameau situé à 550 au Nord de la carrière, au lieu-dit “ Vermont ”. (point alternant entre le point historique 11, une maison du lotissement Les Terrasses, et une maison du lotissement Vermont II)

Ces contrôles sont réalisés par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures sont adressés à l'inspection des installations classées. Le rapport précisera les conditions de fonctionnement de la carrière au moment des mesures (installations en fonctionnement, foreuse, découverte, extraction).

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai **d'un mois**, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes. En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant refait une mesure supplémentaire de bruit **dans le mois qui suit la réception des résultats**, selon la méthode « d'expertise » après avoir apporté une action corrective.

### 16.2 – Vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal est une courbe continue définie à l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitation de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières.

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine ainsi que les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les tirs de mines d'abattage sont au nombre de **48 maximum par an**, et sont effectués à **heure fixe**.

Avant chaque tir, l'exploitant étudie les conditions de tir à adopter afin de respecter les valeurs réglementaires, en se basant sur son retour d'expérience.

L'exploitant fait réaliser un **contrôle des vibrations** émises dans l'environnement, **pour chaque tir**, par une personne ou un organisme qualifié choisis en accord avec l'inspection des Installations Classées. De plus, un organisme indépendant, choisi en accord avec l'inspection des installations classées, réalise, **deux fois par an**, une mesure aux mêmes lieux que l'exploitant.

Les mesures sont effectuées en quatre points, aux lieux-dits “ Le Pâque ”, “ Le George ” (alternance entre deux habitations), “ Le Gonichon ”, “ Le Vermont ”. D'autres mesures pourront ponctuellement être réalisées dans un rayon de 1000 m sur d'autres habitats isolés ou hameaux, à la demande des riverains.

Chaque début de mois, sera affiché en mairies de Brussieu et Courzieu le récapitulatif des différentes mesures vibration réalisées aux divers points précités.

La population riveraine est avertie préalablement aux tirs, pour éviter l'effet de surprise. A cet effet, les dates de tirs sont communiquées aux mairies de Brussieu, Courzieu et Saint-Genis-l'Argentière, 8 jours à l'avance, dans un but de relais d'information de la population concernée.

Si l'un des résultats de ces mesures fait apparaître un dépassement des vitesses particulières autorisées, l'exploitant le fait parvenir à l'inspection des installations classées, accompagné d'un commentaire sur ce dysfonctionnement et des dispositions prévues pour que celui-ci cesse. Un nouveau contrôle est alors effectué pour confirmer l'efficacité des dispositions retenues.

Si les résultats de ce contrôle ne respectent pas les niveaux réglementaires, l'exploitation est arrêtée et la reprise de celle-ci ne pourra être effectuée qu'après accord de l'inspection des installations classées.

Le détail des caractéristiques du tir projeté est adressé à l'inspection des installations classées huit jours minimum avant le tir. Il comprend :

- la localisation précise du tir,
- la charge unitaire et la charge totale employée, le dispositif d'amorçage, la nature des charges,
- le nombre, la profondeur des trous et le maillage utilisé,
- le plan de tir détaillé précisant les retards entre chaque détonateur et les dispositifs d'amorçage.

**Le premier trimestre de chaque année**, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une synthèse des résultats obtenus l'année antérieure.

Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant remet au préfet une étude sur les vibrations entraînées par les tirs de mines et réalisée par un organisme compétent indépendant, dont le choix sera soumis préalablement à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

Les objectifs de cette étude sont de déterminer si les fissures apparues dans certaines maisons peuvent être liées aux tirs de mines, d'évaluer l'importance des ondes transmises par voie aérienne, de statuer en fonction des résultats, sur la nécessité de faire évoluer les plans de tirs, et de proposer une modification des plans de tirs afin de réduire le ressenti par les riverains, et d'éviter l'apparition de nouvelles fissures imputables aux tirs de mines ou la propagation de fissures existantes dans les maisons. Les moyens utilisés consistent en une mesure des vibrations transmises par voie solidienne, sur les différentes parties des maisons (murs porteurs, fondations, mais aussi instrumentation en milieu de plancher, cloison...), une mesure de l'onde de surpression aérienne liée au tir, et l'examen des plans de tirs utilisés par le carrier, ainsi que leur évolution sur les dernières années.

Des mesures seront réalisées sur les maisons dont les occupants auront donné leur accord, sur les quartiers suivants :

- Le Georges (Courzieu)
- Le Pâque (Courzieu)

.../...

- Gonichon (Brussieu)
- Impasse des Terrasses (Brussieu)
- Le Vermont (Brussieu)

Dans un délai de 2 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspecteur des installations classées le cahier des charges arrêté en concertation avec l'organisme, qui comportera le nombre et la configuration des tirs à instrumenter, les instrumentations prévues dans chaque maison choisie, et les plans de tirs et autres documents mis à disposition de l'organisme pour son étude.

Cette étude sera transmise par l'exploitant aux mairies de Brussieu et Courzieu.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

#### **Article 17 – Transport des matériaux**

**La quantité de matériaux évacuée du site par voie routière est inférieure à 50 %, le reste étant évacué par voie ferrée. Le respect de cette prescription s'apprécie sur une période glissante d'une année.**

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un registre donnant le détail des départs de matériaux du site et permettant de vérifier la répartition des modes de transport. Ce registre fait notamment apparaître une référence permettant d'identifier avec certitude les véhicules de transports utilisés. Avant le 15 janvier de l'année n+1, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le décompte des tonnages évacués par la route et le train durant l'année n.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envois de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue ou de granulats sur les voies de circulation publiques. Tous les véhicules équipés d'une bâche et transportant des produits de faible granulométrie (sables) doivent obligatoirement être bâchés avant de quitter le site.

Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté:

- Les véhicules de fort tonnage (PTAC >19 T) venant chercher des produits de faible granulométrie (0/2, 0/4, 2/4 et 4/6) ne sont acceptés sur le site par l'exploitant que s'ils sont équipés d'une bâche, et l'exploitant ne les autorise à partir de son site que s'ils ont bâché leur chargement.

- Pour tous les véhicules non équipés de bâche venant chercher des produits de type 0/2, 0/4, 2/4, 0/10, l'exploitant impose l'arrosage systématique du chargement. En cas de refus du chauffeur, le bon de pesée n'est pas délivré au pont bascule.

- L'exploitant mène une campagne d'information auprès des entreprises de transport intervenant pour le compte de la carrière du Val du Rossand et pour le compte des clients de la carrière du Val du Rossand, ainsi qu'auprès des clients qui viennent chercher eux-même leurs produits. Cette campagne vise à les informer des nouvelles dispositions mentionnées aux deux points ci-dessus, et à leur recommander d'utiliser préférentiellement des véhicules équipés de bâches pour le transport des gravillons, dans le but d'éviter les chutes de gravillons sur la route. Pour les véhicules de type 8x4, 6x4 et 4x2, elle leur demande de prévoir, lors du renouvellement de leur véhicule, de s'équiper de matériel muni d'une bâche.

.../...



- Une note de service interne, portant sur la qualité du chargement pour éviter la chute de granulats sur la chaussée, est rédigée.

Par la suite, l'exploitant mène régulièrement des actions pour responsabiliser les entreprises de transport intervenant pour le compte de la carrière du Val du Rossand et pour le compte des clients de la carrière du Val du Rossand, ainsi que le personnel de l'entreprise, chauffeurs de chargeurs et chauffeurs de poids lourds.

### **Article 18 - Rapport annuel**

L'exploitant établit un rapport annuel comportant une synthèse des informations suivantes :

- quantités de matériaux extraits durant l'année,
- situation dans le phasage d'exploitation et de remise en état,
- opérations d'entretien de la voirie d'accès et du pont,
- suivi scientifique écologique (batraciens, oiseaux, chiroptères, reptiles, insectes) et préconisations éventuelles,
- suivi de la remise en état et préconisations éventuelles,
- consommation d'eau du réseau communal,
- entretien des bassins et décanteurs-déshuileurs,
- contrôle de la qualité des eaux rejetés et du milieu récepteur et résultats,
- périodes et durée de dysfonctionnement du systèmes d'aspiration, causes et mesures préventives,
- résultats des mesures de poussières sur l'émissaire canalisé de rejet,
- résultats des mesures de retombées de poussières environnementales,
- résultats des mesures des émissions sonores dans l'environnement,
- synthèse des mesures de vibrations lors des tirs,
- tonnage et pourcentage des matériaux évacués par la route et par le fer,
- actions et investissements menés durant la période et pouvant avoir un impact sur l'environnement.

Ce rapport est transmis aux communes de Brussieu, Courzieu, Saint Genis l'Argentière et Montromant, et à l'inspection des installations classées, et sera présenté à la commission de concertation citée à l'article suivant.

### **Article 19 – Commission de concertation**

L'exploitant met en place une commission de concertation, qu'il réunit **au moins une fois par an**. A l'issue de cette réunion, il est décidé de la date de la réunion suivante (afin de se réserver la possibilité de faire plusieurs réunions dans l'année, en fonction de l'activité, des projets de la carrière, et des nuisances potentielles). La première réunion de la commission a lieu dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté.

Cette commission comprend a minima des représentants des municipalités de BRUSSIEU, COURZIEU et SAINT-GENIS-L'ARGENTIERE, les associations Les Amis du Patrimoine et de l'Environnement, l'association de défense Pancu-Brévenne, et la LPO. L'exploitant présente notamment à cette commission l'ensemble des résultats du suivi de son activité.

.../...

L'exploitant transmet dans le mois qui suit, à l'inspection des installations classées le compte-rendu de ces commissions de concertation. Ce compte-rendu doit comporter les engagements de l'exploitant et les relevés de décision pris durant cette commission.

#### **Article 20 – Pollution lumineuse**

Les éclairages des installations visible depuis la commune de Brussieu doivent être éteints entre 21 h et 6 h 30, sauf cas d'urgence.

#### **Article 21 - Lutte contre l'ambrosie**

L'arrêté préfectoral n°2000-3261 du Préfet du Rhône du 20 juillet 2000 prescrivant la destruction obligatoire de l'ambrosie doit être respecté.

Les merlons paysagers prévus autour de la zone d'extraction sont immédiatement enherbés.

### **TITRE VII – PRISE EN COMPTE DE LA BIODIVERSITE**

Les mesures d'évitement, de réduction d'impact, ainsi que les mesures compensatoires à mettre en œuvre dans l'emprise de la carrière sont les suivantes :

#### **Les mesures d'évitement et de réduction d'impact :**

- mise en place de mesures concernant les chiroptères : (cf. carte **annexe 6.1**)
  - recherche des gîtes arboricoles par télémétrie ;
  - marquage des arbres à cavités ;
  - limitation de la période de défrichage ;
  - préparation et suivi du chantier de défrichage par un écologue en vue de favoriser les captures et le sauvetage de chiroptères.
- mise en place de mesures concernant l'avifaune du cortège ornithologique du massif forestier
  - limitation de la période de défrichage, afin d'éviter les nichées qui ont lieu entre mars et août.

#### **a- Les mesures compensatoires et conservatoires pour l'ensemble des espèces : (cf. carte annexe 6.2)**

- création de 2 nouveaux sites de reproduction des amphibiens (2 mares, n°10 et n°11) en lisière du boisement non impacté par l'extension de la carrière ;
  - entretien et restauration de la mare n°1 et restauration de la mare n°2 ;
  - aménagement du bassin de décantation pour faciliter la sortie des amphibiens ;
  - création d'hibernaculums pour les reptiles ;
  - aménagement et entretien de 2 zones favorables à la nidification de l'Engoulevent d'Europe (l'une au nord dans la partie non exploitée, l'autre au sud dans la zone de piste de desserte qui ne sera pas exploitée);
- .../...

- remise en état de la carrière en fin d'exploitation ;
- financement par l'entreprise BBCI, et appui technique à la mise en place de panneaux de type A, B et C, afin de matérialiser le nouveau périmètre de protection de biotope.

**b- Les mesures compensatoires et conservatoires pour les biotopes favorables aux espèces :**

BBCI assure la maîtrise foncière des parcelles suivantes (**annexe 7**) et s'engage à la pérennisation des boisements existants, sans coupe rase, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2044, (durée d'exploitation de 30 ans) :

- les parcelles situées sur la commune de Saint-Genis-l'Argentière n°160, 155, 154, 152, 150, 146, 147, 148, 144, 173, 174, 176, 177, 186, 187, 196, 200, 209, 207,
- les parcelles situées sur la commune de Saint-Genis-l'Argentière au lieu-dit Seignerondon : 105, 106, 112, 115, 132, 133 pour 47 690 m<sup>2</sup> ;
- les parcelles situées sur la commune de Courzieu, au lieu-dit Le Paque : n ° 18 pour partie pour 44 340 m<sup>2</sup> et au lieu-dit La Roche : n°269 pour 1280 m<sup>2</sup> ;
- les parcelles situées sur la commune de Brussieu au lieu-dit la roche, n°291, 292, 775, 1105, 1108 et 1112 pour 47690 m<sup>2</sup>.

L'arrêté préfectoral de protection de biotope du « Vallon du Rossand » du 3 juillet 2013 fera l'objet d'une actualisation et intégrera dans un nouveau périmètre, les parcelles suivantes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2044 (durée d'exploitation de 30 ans) :

- les parcelles situées sur la commune de Saint-Genis-l'Argentière n°167, 168, 169, 170, 171, 172, 188, 189, 190, 191, 192, 195.

**Les mesures d'accompagnement :**

- lutte contre les pollutions accidentelles ou diffuses ;
- lutte contre les espèces invasives selon des modalités précises et sur la période d'exploitation de la carrière ;
- suivi environnemental mis en place suite à la remise en état du site, avec des d'experts faune et flore sur une durée de 10 ans ;
- suivis scientifiques de la flore, de la faune et des habitats selon un protocole validé par un organisme compétant ;
- suivi du chantier de défrichage par un écologue, notamment pour les chiroptères ;
- rapport annuel à la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) et à la Direction Départementale des Territoires (DDT) du Rhône.

L'état initial, les bilans des suivis et les études réalisés sont transmis à la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) et à la Direction Départementale des Territoires (DDT) du Rhône, ainsi qu'à l'expert délégué faune du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN).

**L'ensemble des informations et des données collectées devront être prises en compte dans le cadre de nouvelles demandes de dérogation liées aux autres aménagements.**

## **TITRE VIII - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES MATÉRIAUX**

Tout traitement de produits renfermant des poussières irritantes ou inflammables est interdit.

Toutes opérations et toutes manipulations sont effectuées de façon que le voisinage ne soit pas incommodé par la dispersion des poussières. A l'exception des tapis de liaison, **l'installation de traitement fait l'objet d'un bardage intégral**. Les haies et boisements situés à la périphérie de l'installation sont maintenus pendant toute la durée de l'exploitation.

Tous les postes ou parties d'installations émettant des poussières susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites, sont pourvus de moyen de traitement efficace de ces émissions.

Des bandes caoutchoutées amortissent les chutes des galets dans les silos et trémies. Lors de leur changement, les grilles métalliques des cribles sont de préférence remplacées par des grilles en polyuréthane.

Le capotage complet des convoyeurs est assuré en tant que de besoin. Dans le cas de matériaux donnant lieu à des émissions importantes de poussières aux points de déversement sur les stocks extérieurs ou dans des silos et trémies, la hauteur de déversement est limitée à 2 mètres, et le point de déversement est équipé d'un moyen de prévention ou de captage de ces poussières : pulvérisation d'eau, capotage dont la jonction avec le stock est assurée par des bandes souples (...). Il en est de même pour les points de chargement des véhicules.

Les stockages au sol des produits finis et en cours d'élaboration doivent, en tant que de besoin, être stabilisés de manière à éviter l'envol des poussières. Le stockage des granulats les plus fins est réalisé en trémies fermées.

La conception et la fréquence d'entretien de l'installation doivent permettre d'éviter les accumulations des poussières sur les structures et les alentours. Une consigne définie les modalités de ces opérations.

## **TITRE IX - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA DISTRIBUTION D'HYDROCARBURES ET AU STOCKAGE AÉRIEN D'HYDROCARBURES**

### **Règles d'implantation**

A - Les distances d'éloignement suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois de l'appareil de distribution le plus proche des établissements visés ci-dessous, sont observées :

- 17 mètres des issues d'un établissement recevant du public de 1re, 2e , 3e ou 4e catégorie,

.../...

- 5 mètres de l'issue principale d'un établissement recevant du public de la 5e catégorie (magasin de vente dépendant de l'installation, etc.) avec l'obligation d'une issue de secours arrière ou latérale permettant l'évacuation du public, sans exposition à moins de 17 mètres de l'appareil de distribution,
- 17 mètres des issues d'un immeuble habité ou occupé par des tiers, extérieur à l'établissement ou d'une installation extérieure à l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- 1,5 mètres des limites de la voie publique et des limites de l'établissement.

Le principe des distances d'éloignement ci-dessus s'applique également aux distances mesurées à partir de la limite de l'aire de dépotage la plus proche des établissements énumérés ci-dessus.

**B** - Une distance minimale d'éloignement de 4 mètres, mesurée horizontalement, est observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois d'appareils de distribution.

### **Accessibilité**

L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

### **Ventilation**

Les installations qui ne sont pas situées en plein air sont ventilées de manière efficace.

Pour les installations situées dans un local partiellement ou totalement clos, et sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

### **Installations électriques**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an.

.../...

La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.

Lorsque l'installation est exploitée en libre-service sans surveillance, le dispositif de coupure générale ci-dessus prescrit est manœuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie.

Dans le cas d'une installation en libre-service sans surveillance, le déclenchement des alarmes et systèmes de détection précités, la mise en service du dispositif automatique d'extinction ainsi que la manœuvre du dispositif de coupure générale sont retransmis afin d'aviser un responsable nommément désigné.

Dans les parties de l'installation se trouvant dans des zones susceptibles d'être à l'origine d'explosions, les installations sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

#### **Mise à la terre des équipements**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms.

#### **Rétention des aires et locaux de travail**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 12.3.2 ou à l'article 15.

#### **Implantation des appareils de distribution et de remplissage**

Les pistes, lorsqu'elles existent, et les aires de stationnement des véhicules en attente de distribution sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant et puissent évacuer en marche avant desdits appareils de distribution.

Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse.

Les appareils de distribution et de remplissage sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

.../...

### **Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

### **Contrôle de l'utilisation des appareils de distribution et de remplissage**

Sauf dans le cas d'une exploitation en libre-service, l'utilisation des appareils de distribution et de remplissage est assurée par un agent d'exploitation, nommément désigné par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Dans le cas d'une exploitation en libre-service, un agent d'exploitation est en mesure d'intervenir rapidement en cas d'alarme.

### **Connaissance des produits, étiquetage**

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### **Propreté**

L'aire de dépotage et de distribution est maintenue en bon état de propreté, de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### **Protection individuelle**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, et si nécessaire dans le cadre de l'exploitation, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.

### **Moyens de secours contre l'incendie**

D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- d'un extincteur homologué 233 B ;
  - d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
  - pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ;
- .../...

- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;
- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu.

Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

L'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

### **Localisation des risques**

L'exploitant recense et signale par un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

### **Interdiction des feux**

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un " permis de feu ".

Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Les prescriptions que doit observer l'usager sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes, et ce au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concernent notamment l'interdiction de fumer, d'utiliser un téléphone portable (le téléphone doit être éteint), d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

### **Permis d'intervention - Permis de feu**

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement effectués par une entreprise extérieure présentant des risques spécifiques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après établissement d'un permis d'intervention et éventuellement la délivrance d'un " permis de feu " et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

### **Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :  
.../...



- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.5 " incendie " et " atmosphères explosives " ;
- l'obligation du permis d'intervention ou du permis feu pour les parties des installations visées au présents chapitre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 12.3.2 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Une formation du personnel lui permet :

- d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation ;
- de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques ;
- de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et de mettre en oeuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées.

Le préposé à l'exploitation est en mesure de rappeler à tout moment aux usagers les consignes de sécurité.

### **Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires, ceux-ci devant être présents à chaque poste de chargement et distribution. En particulier, une procédure est mise en place, visant à s'assurer systématiquement que le tuyau est effectivement raccordé avant que ne commence le chargement du réservoir de stockage ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits ;
- la fréquence des contrôles de l'étanchéité et de vérification des dispositifs de rétention.

### **Appareils de distribution**

L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) est en matériaux de catégorie A1.

.../...

Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution sont ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques non de sûreté constitue un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce compartiment est séparé de la partie où les liquides inflammables sont présents par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures, ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbure.

Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Toutes dispositions sont prises pour que les égouttures sous les appareils de distribution n'entraînent pas de pollution du sol ou de l'eau.

Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Pour les installations en libre-service sans surveillance, le volume en liquide inflammable délivré par opération par les appareils de distribution en libre-service sans surveillance est limité à 120 litres de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) et à l'équivalent pour les autres catégories, exception faite toutefois des installations dont l'accès est réservé aux personnes formées à cet effet.

### **Les flexibles**

Les flexibles de distribution ou de remplissage sont conformes à la norme en vigueur. Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Dans le cas des installations exploitées en libre-service, les flexibles sont équipés de dispositifs de manière qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution.

Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation.

### **Dispositifs de sécurité**

Dans le cas des installations en libre-service et des installations de remplissage, l'ouverture du clapet du robinet et son maintien en position ouverte ne peuvent s'effectuer sans intervention manuelle.

Toute opération de distribution ou de remplissage est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Les opérations de dépotage de liquides inflammables ne peuvent être effectuées qu'après mise à la terre des camions-citernes .

Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution ou de remplissage est équipée :

- d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution.
- d'un dispositif de communication permettant d'alerter instantanément l'agent d'exploitation ;
- d'un système permettant de transmettre les informations sur la phase de fonctionnement en cours de l'appareil de distribution au(x) point(s) de contrôle de la station.

### **Réservoir de stockage**

Les liquides inflammables sont stockés dans des récipients fermés, incombustibles, étanches, et portent en caractères lisibles la dénomination du liquide contenu. Ces récipients sont construits selon les normes en vigueur à la date de leur fabrication et présentent une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Le réservoir est maintenu solidement de façon qu'il ne puisse être déplacé sous l'effet du vent ou sous celui de la poussée des eaux.

Il est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.

### **Les tuyauteries**

Les tuyauteries aériennes sont protégées contre les chocs. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets, les vannes ou clapets d'arrêts isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les tuyauteries de remplissage des réservoirs sont équipées de raccords conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les tuyauteries de raccordement des véhicules de transport de matières dangereuses. En dehors des opérations de remplissage des réservoirs, elles sont obturées hermétiquement. A proximité de l'orifice de remplissage des réservoirs sont mentionnées de façon apparente la capacité et la nature du produit du réservoir qu'il alimente.

### **Les vannes**

Les vannes d'empiètement sont conformes aux normes en vigueur lors de leur installation. Elles sont facilement manœuvrables par le personnel d'exploitation.

### **Le dispositif de jaugeage**

En dehors des opérations de jaugeage, le dispositif de jaugeage est fermé hermétiquement par un tampon.

Toute opération de remplissage d'un réservoir est précédée d'un jaugeage permettant de connaître le volume acceptable par le réservoir. Le jaugeage est interdit lors du remplissage.

### **Le limiteur de remplissage**

Le limiteur de remplissage, lorsqu'il existe, est conforme à la norme NF EN 13616 dans sa version en vigueur le jour de la mise en place du dispositif ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'Espace économique européen. .../...

Sur chaque tuyauterie de remplissage et à proximité de l'orifice de remplissage du réservoir est mentionnée de façon apparente la pression maximale de service du limiteur de remplissage quand il y en a un.

Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage des pressions supérieures à la pression maximale de service.

### **Les événements**

Les événements sont situés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal d'utilisation. Ils ont une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des tuyauteries de remplissage et une direction finale ascendante depuis le réservoir. Leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale minimale de 3 mètres de toute cheminée ou de tout feu nu. Cette distance est d'au moins 10 mètres vis-à-vis des issues des établissements des catégories 1, 2, 3 ou 4 recevant du public.

Dans tous les cas où le réservoir est sur rétention, les événements dudit réservoir débouchent au-dessus de la cuvette de rétention.

### **Contrôles**

Les réservoirs aériens en contact direct avec le sol sont soumis à une visite interne, à une mesure d'épaisseur sur la surface en contact avec le sol ainsi qu'à un contrôle qualité des soudures, tous les dix ans à partir de la première mise en service, par un organisme compétent. Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du contrôle périodique.

Les réservoirs aériens font l'objet d'un suivi par l'exploitant du volume de produit présent dans le réservoir par jauge manuelle ou électronique à une fréquence régulière n'excédant pas une semaine.

Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

### **Décanteur-séparateur d'hydrocarbures**

Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est muni d'un dispositif d'obturation automatique en sortie de séparateur en cas d'afflux d'hydrocarbures pour empêcher tout déversement d'hydrocarbures dans le réseau.

Le séparateur-décanteur d'hydrocarbures est conforme à la norme en vigueur ou à toute autre norme de la Communauté européenne ou de l'Espace économique européen. Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi de nettoyage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

## TITRE X - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A L'ATELIER DE RÉPARATION ET D'ENTRETIEN DES ENGIN

Le sol des ateliers est en matériaux imperméables et M0 du point de vue de sa réaction au feu. Il a, de plus, une pente suffisante pour que toutes les eaux et tout liquide accidentellement répandus s'écoulent facilement en direction du dispositif prévu à l'article 12.1.

Les essais de moteurs à l'intérieur de l'atelier ne peuvent être effectués qu'après branchement de l'échappement sur une canalisation spéciale faisant office de silencieux et reliée à un conduit assurant l'émission des gaz à 1,20 mètres au-dessus de tout obstacle (évent, conduit ou construction) dans un rayon de 20 mètres.

L'installation électrique est entretenue en bon état ; elle est périodiquement contrôlée par un technicien compétent.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les feux nus sont interdits dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, ces zones sont délimitées et l'interdiction de feux nus est clairement affichée.

Des dispositions sont prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu. En particulier, l'exploitant répartit dans tout le local, en des endroits facilement accessibles et bien mis en évidence :

- des seaux et caisses de sable meuble avec pelles de projection.
- des extincteurs portatifs de type normalisé adaptés aux risques.

Ce matériel est maintenu en bon état d'utilisation.

## TITRE XI – RÉCAPITULATIF DES ÉCHÉANCES

Articles	Contrôles ou mesures à prendre	Date d'échéance ou périodicité
6.3.	Surveillance et entretien de la voirie d'accès à la carrière et de la chaussée du pont de Martinet	aussi souvent que nécessaire
6.4.	Déclaration de début d'exploitation	dès la fin des travaux préparatoires
7.8.	Envoi d'un plan d'exploitation, à jour, à l'Inspecteur des Installations Classées	une fois par an
7.9.	Disparition du stock historique de sable argileux	30 juin 2018
7.10	Étude paysagère	6 mois après notification de l'arrêté
12.1.	Mise à disposition du personnel des engins, installations et bureaux de kits d'absorption	aussi souvent que nécessaire
12.2.	Relevé des consommations d'eau du réseau public	hebdomadaire
12.3.1.	Curage et entretien du bassin de recyclage des eaux	aussi souvent que nécessaire
12.3.2.	Curage et entretien du bassin de décantation des eaux pluviales partie ouest	aussi souvent que nécessaire
12.3.2.	Entretien des 2 déshuileurs	aussi souvent que nécessaire

12.3.2.	Contrôle de la qualité des rejets aqueux aux 2 émissaires (bassin ouest eaux pluviales vers Rossand et sortie de décanteur déshuileur de l'aire de dépotage) et dans le Rossand	En période pluvieuse : - une fois par an en sortie décanteur déshuileur de l'aire de dépotage - deux fois par an en sortie du bassin ouest des eaux pluviales, après traitement, pour autant qu'il y ait un rejet - une fois par an, à l'amont et à l'aval de la carrière, dans le Rossand
12.3.3	Contrôle du dispositif d'assainissement autonome	Au moins tous les 4 ans
13	Consignation sur registre : - des périodes de pannes ou de dysfonctionnements du système d'aspiration - de l'analyse des causes et des mesures préventives prises	à chaque panne ou dysfonctionnement du système d'épuration des émissions captées
13	Mesure de la teneur en poussière sur les émissions canalisées pour autant qu'elles existent (concentrations, débit, flux)	une fois par an
13	Transmission des résultats commentés des mesures de poussières à l'émission, à l'Inspecteur des Installations Classées	Dès réception
13	Mesure des retombées en poussière dans l'environnement	7 fois par an : février, avril, juin, juillet, août, septembre, novembre
13	Transmission des résultats commentés des mesures de retombées de poussières dans l'environnement à l'Inspecteur des Installations Classées	une fois par an
14	Tenue d'un registre entrée/sortie de produits dangereux	mise à jour permanente
14	Vérification du matériel incendie	une fois par an
16.1.	Mesure des émissions sonores dans le voisinage et envoi du rapport à l'Inspecteur des Installations Classées	Deux fois par an pendant la première phase quinquennale, puis une fois par an
16.2.	Mesure des vibrations	à chaque tir par un organisme qualifié deux fois par an par un organisme indépendant
16.2	Affichage des résultats des mesures de vibrations en mairie de Courzieu et Brussieu	Chaque début de mois
16.2.	Communication des dates de tirs aux maires	8 jours avant chaque tir
16.2.	Envoi du plan de tir à l'Inspecteur des Installations Classées	8 jours avant chaque tir
16.2.	Envoi à l'Inspecteur des Installations Classées d'une synthèse des vibrations lors des tirs	une fois par an, au 1er trimestre
16.2.	Envoi au préfet et aux mairies de Brussieu et Courzieu d'une étude sur les vibrations entraînées par les tirs de mines transmission préalable du cahier des charges de cette étude à l'inspecteur des installations classées	6 mois après notification de l'arrêté 2 mois après notification de l'arrêté
17	Envoi à l'Inspecteur des Installations Classées d'un décompte des tonnages évacués par route et par train	1 fois par an

17	Bâchage systématique de tous les camions sortant, du site	6 mois après notification de l'arrêté
18	Rapport annuel	une fois par an
19	Réunion de la Commission de concertation	Au moins une fois par an
20	Extinction de l'éclairage des installations visibles depuis Brussieu	Entre 21 h et 6 h 30, sauf cas d'urgence
Titre VIII, IX et X	Vérifications électriques	une fois par an

## TITRE XII - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### Article 22 : Garanties financières

#### *22.1 – Conditions générales*

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 22.2. ci-dessous.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 du Code de l'environnement.

Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance. Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1-1° du Code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

.../...

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux de remise en état ont été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du Code de l'Environnement, par l'Inspection des Installations Classées qui établit un procès verbal de récolement.

**En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires intéressés.**

### *22.2 – Montant des garanties financières*

La durée de l'autorisation est divisée en phases quinquennales d'exploitation comme évoqué au paragraphe 7.4.

A chaque période d'exploitation correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas d'exploitation et de remise en état sont joints en **annexes 2 et 3**.

Le montant de référence ( $C_R$ ) des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

Phase 1 : 638 548 euros, pour la première période, de 2013 à 2017 inclus

Phase 2 : 489 368 euros, pour la deuxième période, de 2018 à 2022 inclus

Phase 3 : 442 986 euros, pour la troisième période, de 2023 à 2027 inclus

Phase 4 : 405 001 euros, pour la quatrième période, de 2028 à 2032 inclus

Phase 5 : 282 835 euros, pour la cinquième période, de 2033 à 2037 inclus

Phase 6 : 249 872 euros, pour la sixième période, à partir de 2038, qui se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral.

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 et porte sur une durée minimale de 5 ans.

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

A compter du 1er renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année  $n$  ( $C_n$ ) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / 659,7) \times (1 + \text{TVA}_n) / 1,196$$

Avec :

- $\text{Index}_n$  : Dernier indice TP01 connu au moment de la rédaction du document d'attestation de la constitution de garanties financières,
- $\text{TVA}_n$  : Taux de la TVA applicable au moment de la rédaction du document d'attestation de la constitution de garanties financières.



Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

**L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation. La commercialisation des produits finis et la remise en état finale du site sont achevées 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.**

#### **Article 23 - Modification**

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **Article 24 - Accident ou incident**

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 4 ci-dessus, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions de police prévues par le R.G.I.E.

#### **Article 25 - Contrôles et analyses**

L'inspecteur des installations classées peut demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

#### **Article 26- Enregistrements, rapports de contrôle et registres**

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés respectivement durant **un an, deux ans, et cinq ans** à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

## TITRE XIII - MODALITES D'EXECUTION, VOIES DE RECOURS

### Article 27 - Transfert d'une installation et changement d'exploitant

Tout transfert d'une installation classée sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation, un nouvel enregistrement ou une nouvelle déclaration.

Dans le cas où l'installation changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### Article 28 - Péremption

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### Article 29 - Prescriptions complémentaires

L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

### Article 30 - Mesures de publicité

- Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la direction départementale de la protection des populations - service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement - le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.  
Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique.
- Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
- Un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

### Article 31 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.

### Article 32 - Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement, livre V, titre 1er.

### **Article 33 - Autres réglementations applicables**

Le présent arrêté ne préjuge en rien les autorisations qui pourraient être nécessaires en vertu d'autres réglementations pour l'implantation, l'installation et le fonctionnement de l'activité susvisée.

### **Article 34 - Délais et voies de recours (articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement) :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, le délai de recours est de six mois. Ce délai commence à courir le jour de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de poursuite d'exploitation mentionnée à l'article 6.4 ci-dessus.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

### **Article 35 - Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- aux maires de SAINT-GENIS-L'ARGENTIERE et de COURZIEU, chargé de l'affichage prescrit à l'article 30 du présent arrêté,
- aux conseils municipaux de SAINT-GENIS-L'ARGENTIERE, COURZIEU, BESSENAY, BRULLIOLES, BRUSSIEU, MONTROMANT et SAINT-LAURENT-DE-CHAMOUSSET,
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- au directeur de la sécurité et de la protection civile,
- au directeur départemental des territoires,
- au délégué départemental de l'agence régionale de santé,
- au directeur de l'institut national de l'origine et de la qualité,
- au commissaire enquêteur,
- à l'exploitant.

Lyon, le

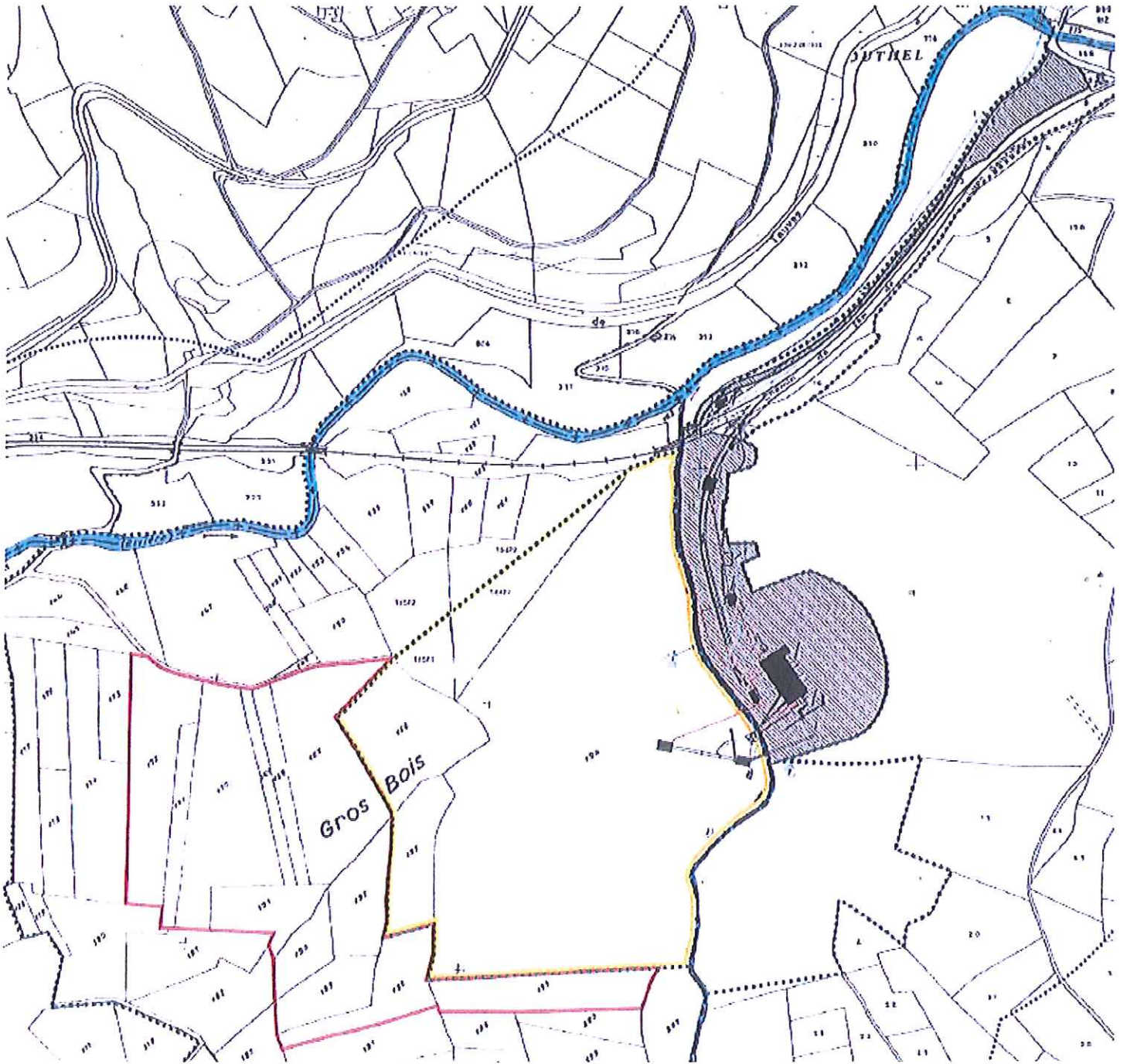
14 OCT. 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

  
Isabelle DAVID



# ANNEXE 1 : PLAN PARCELLAIRE



VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU 14 OCT. 2013

**LE PRÉFET,**

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

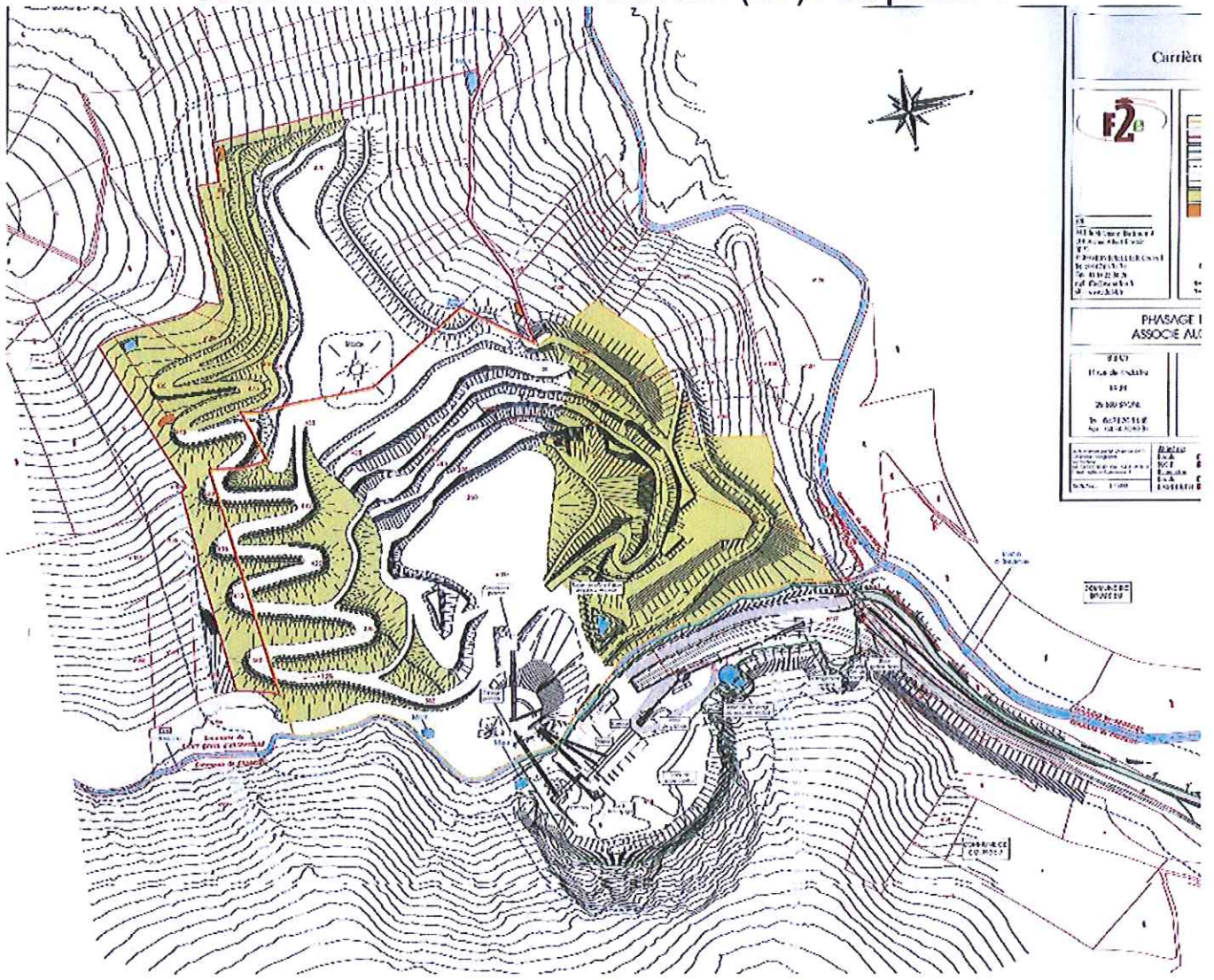
Isabelle DAVID







# ANNEXE 2 : PLANS DE PHASAGE (2/7) : fin phase 1



**Carrière**

**F2**

PROJET DE TRAVAUX  
DE CONSTRUCTION  
D'UN QUARRIE  
DE GRANIT  
A  
SANTOPIERRE  
DE  
MONTAUBAN  
TARN  
HAUTE GARONNE

**PHASAGE I  
ASSOCIE AU**

**PROJET**

DE  
CONSTRUCTION  
D'UN  
QUARRIE  
DE  
GRANIT  
A  
SANTOPIERRE  
DE  
MONTAUBAN  
TARN  
HAUTE GARONNE

**PROJETANT**

ET  
REALISATEUR

DE  
CONSTRUCTION  
D'UN  
QUARRIE  
DE  
GRANIT  
A  
SANTOPIERRE  
DE  
MONTAUBAN  
TARN  
HAUTE GARONNE

**PROJETANT**

ET  
REALISATEUR

DE  
CONSTRUCTION  
D'UN  
QUARRIE  
DE  
GRANIT  
A  
SANTOPIERRE  
DE  
MONTAUBAN  
TARN  
HAUTE GARONNE

**PROJETANT**

ET  
REALISATEUR

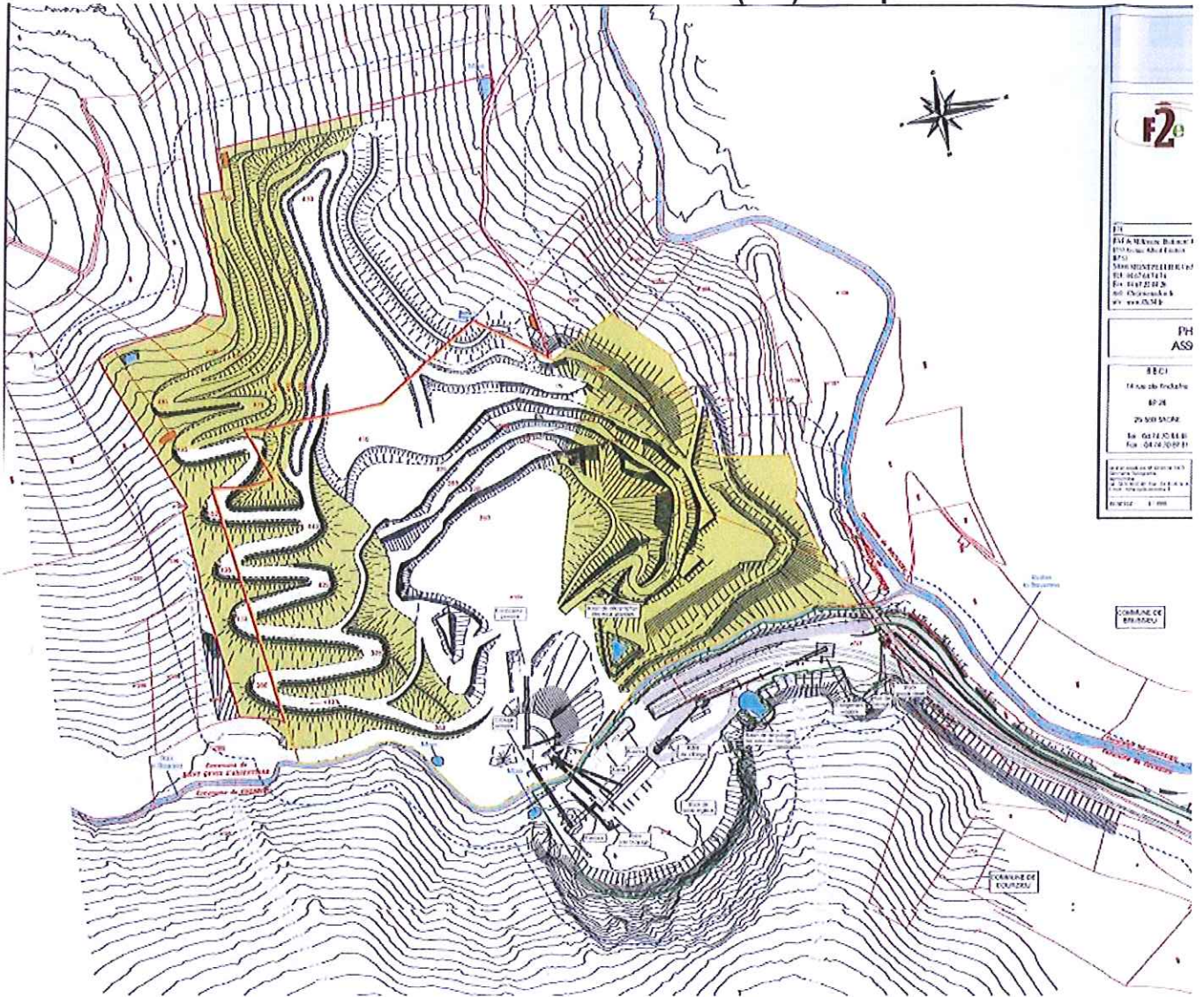
DE  
CONSTRUCTION  
D'UN  
QUARRIE  
DE  
GRANIT  
A  
SANTOPIERRE  
DE  
MONTAUBAN  
TARN  
HAUTE GARONNE

DEPOSE  
MARS 1999

CHARGES  
COMPLI



# ANNEXE 2 : PLANS DE PHASAGE (3/7) : fin phase 2

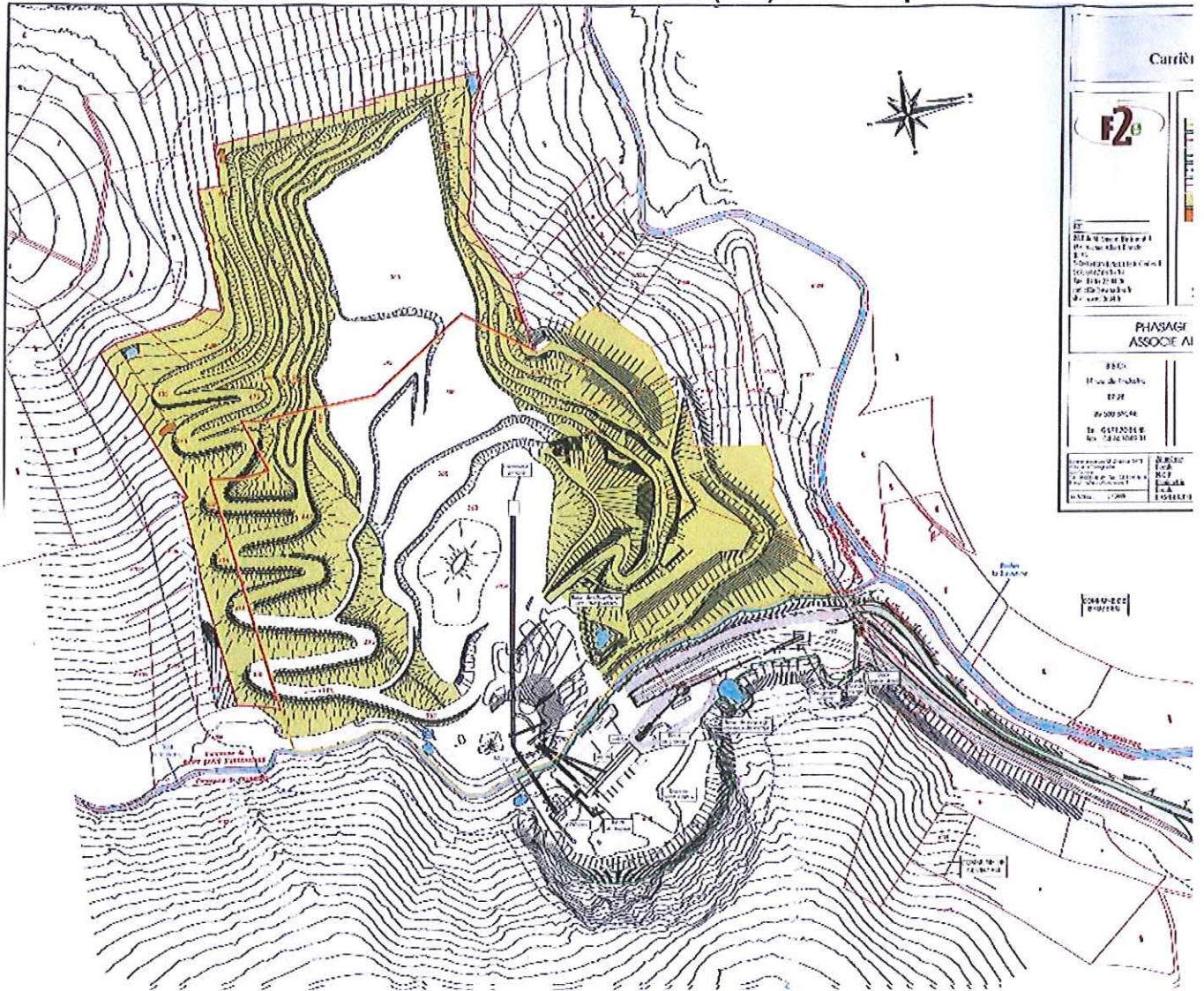








# ANNEXE 2 : PLANS DE PHASAGE (5/7) : fin de phase 4

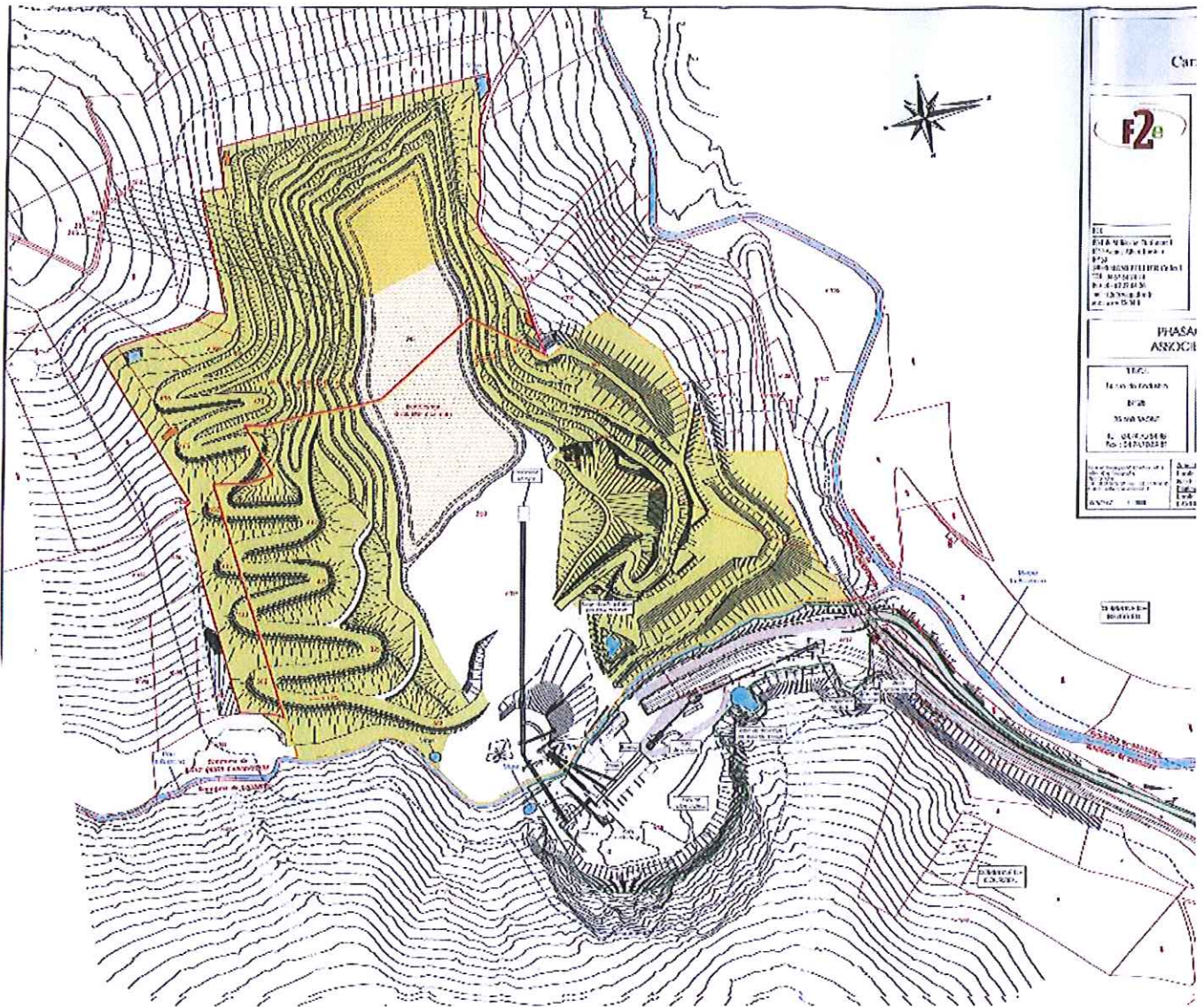








# ANNEXE 2 : PLANS DE PHASAGE (7/7) : fin de phase 6



Carte

**F2**

ÉLÉMENTS DE LA CARTE  
 ÉCHELLE: 1/50 000  
 DATUM: NAD 83  
 PROJECTION: UTM  
 COORDONÉES: 48° 10' 00" N, 122° 30' 00" W

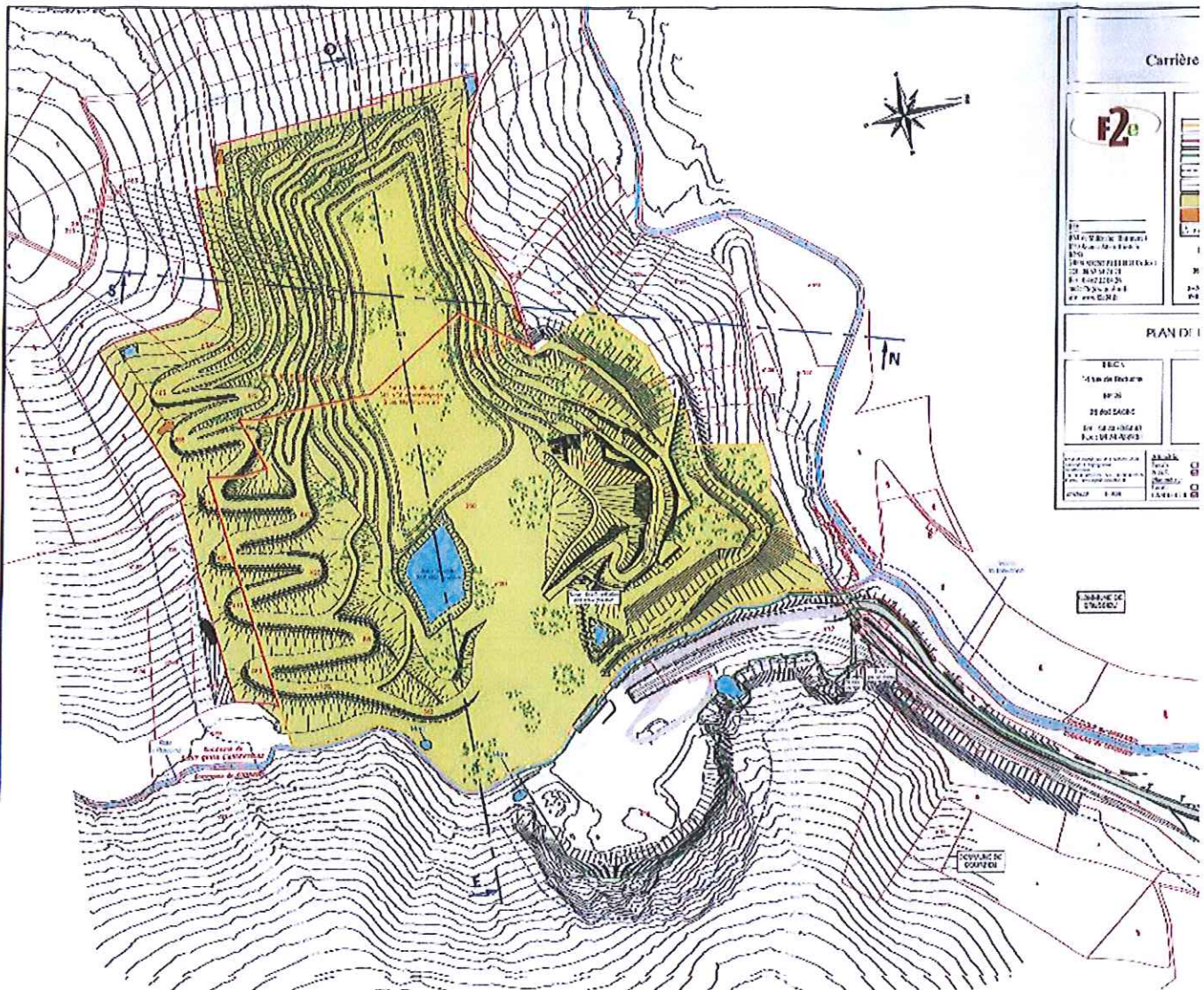
PHASAGE  
 ASSOCIÉ

TEC:  
 1000000000  
 1000000000  
 1000000000  
 1000000000  
 1000000000  
 1000000000

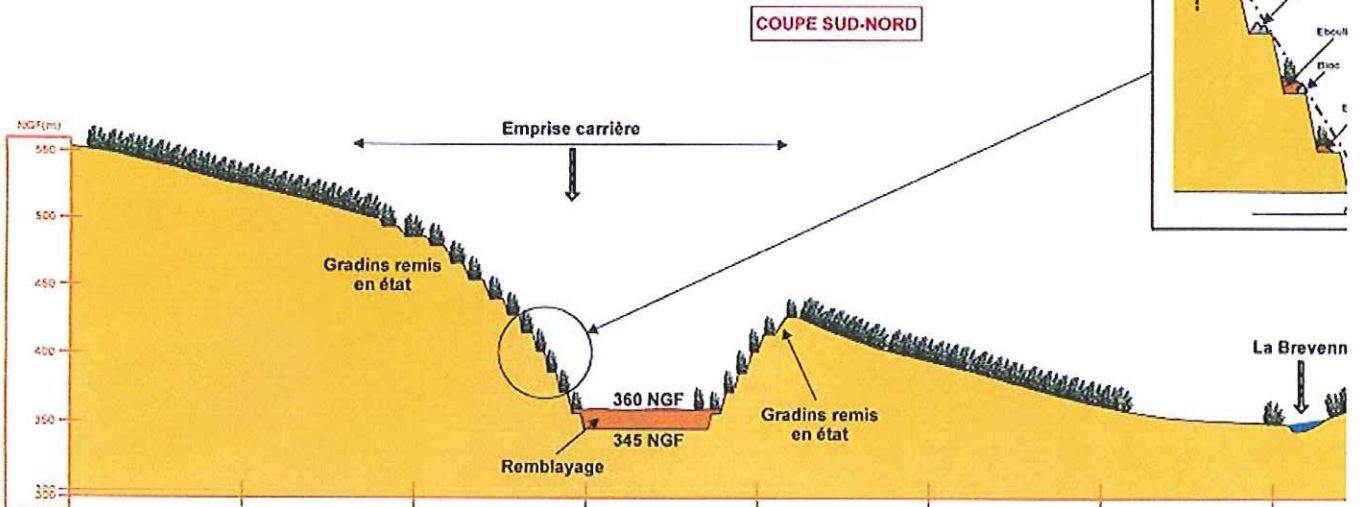
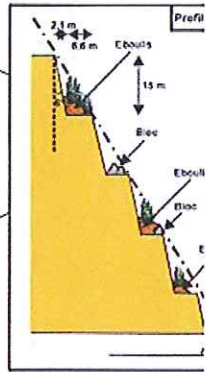
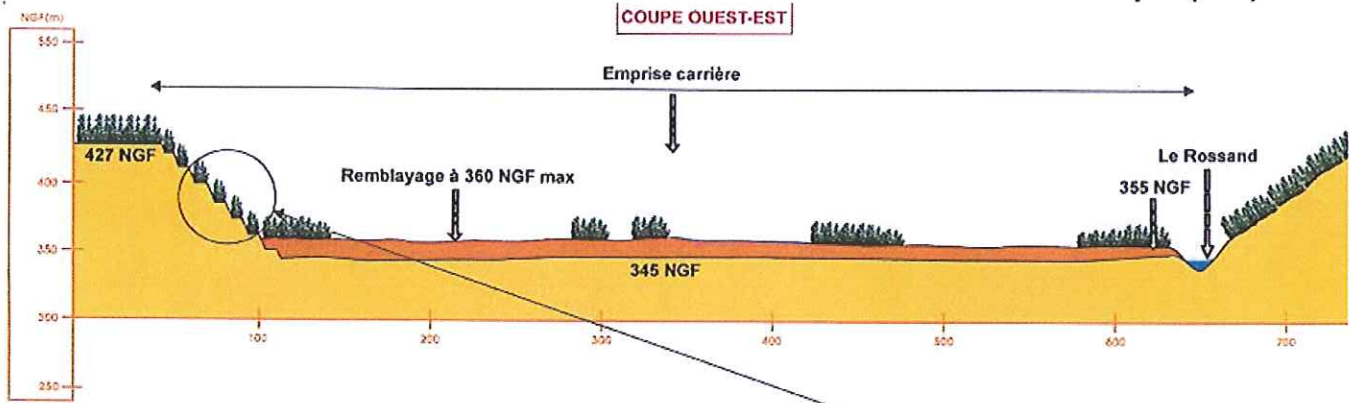
Département de l'Énergie  
 1000000000  
 1000000000  
 1000000000  
 1000000000  
 1000000000



# ANNEXE 3 : PLANS ET COUPES DE REMISE EN ETAT : plan (1/2)



# ANNEXE 3 : PLANS ET COUPES DE REMISE EN ETAT : coupe (2/2)

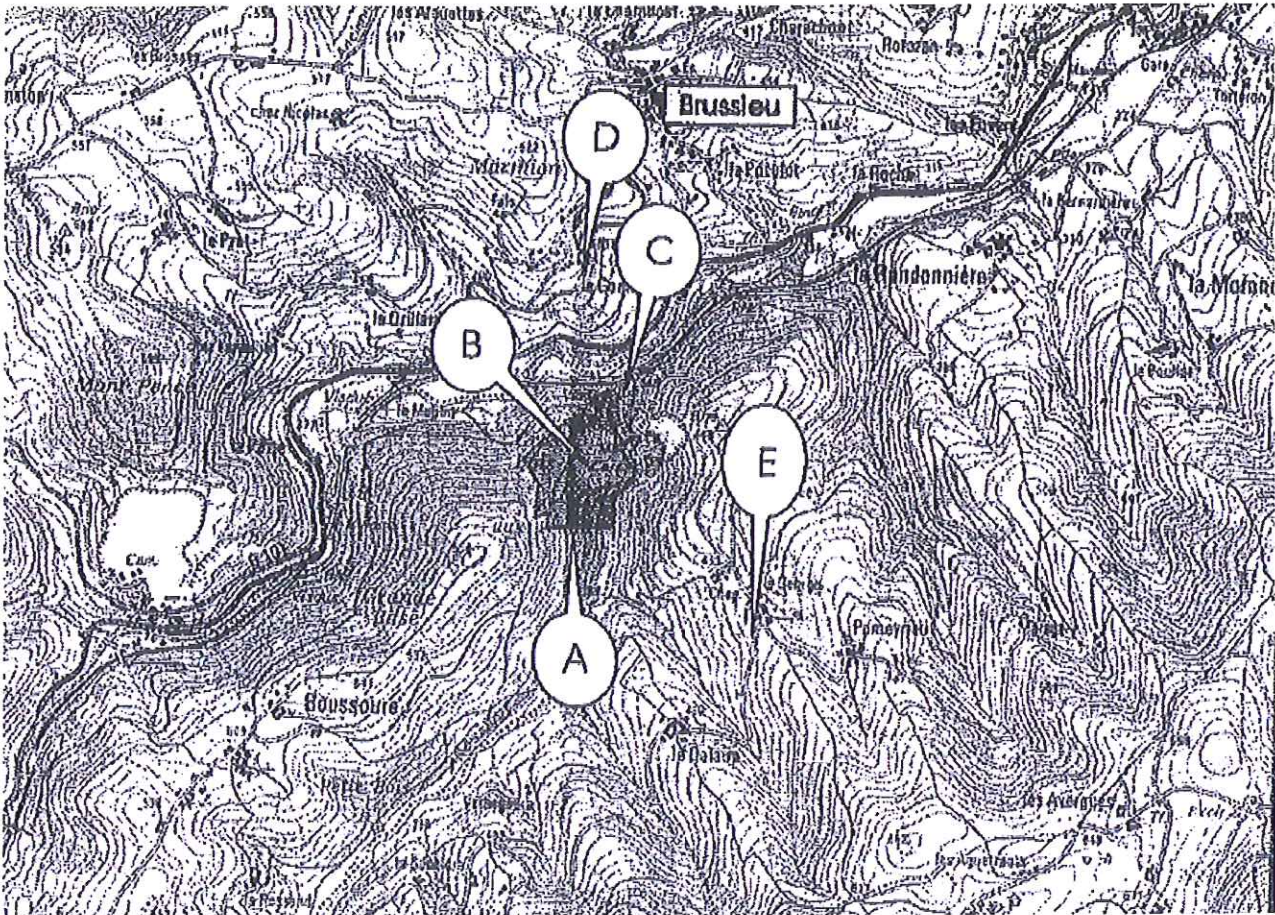


: Plan de Réaménagement en fin d'exploitation (vue de



ANNEXE 4 :

LOCALISATION DES MESURES DE RETOMBÉES DE POUSSIÉRES DANS L'ENVIRONNEMENT

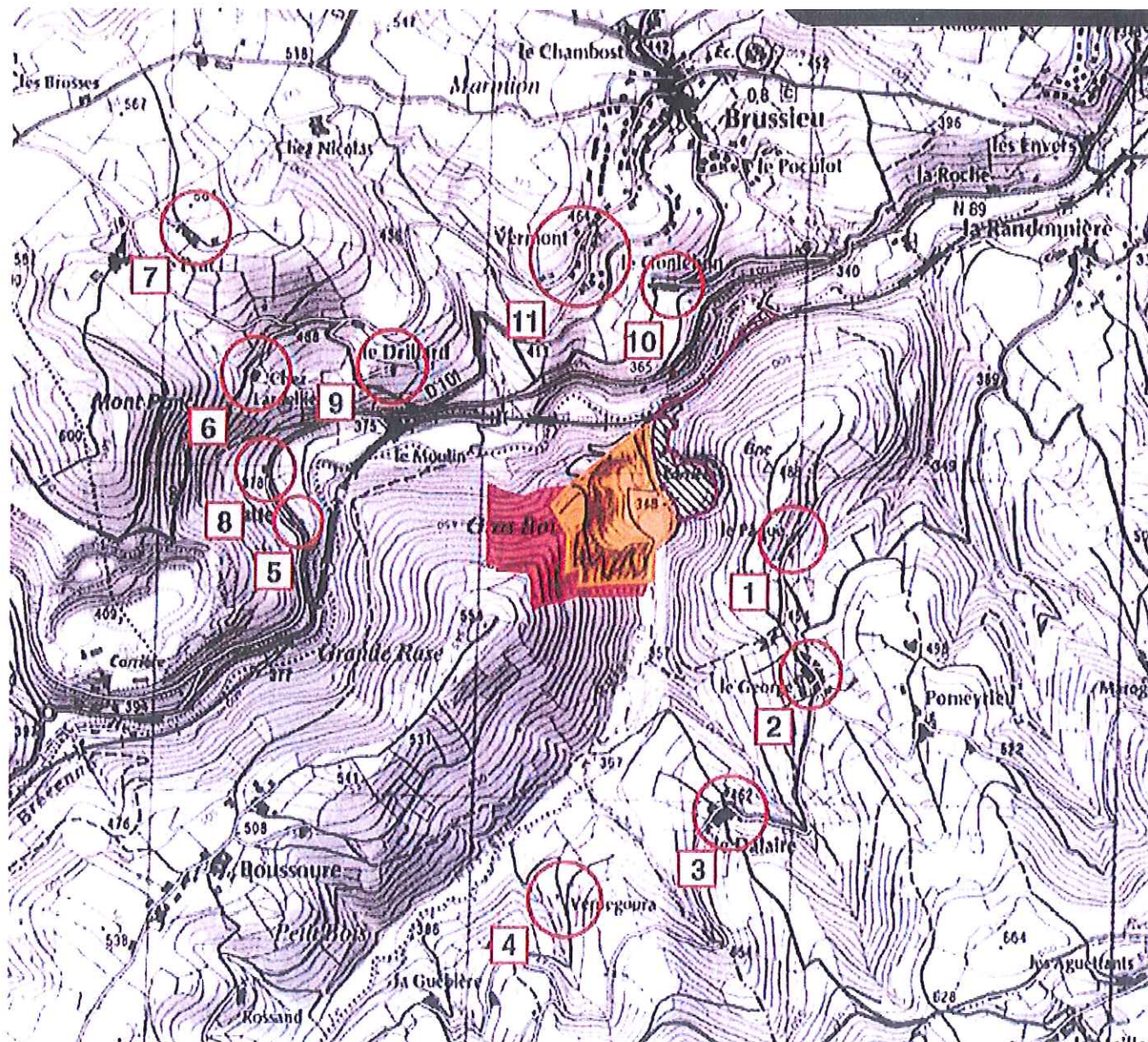


VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU 14 OCT. 2013

LE PRÉFET,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,  
  
Isabelle DAVID



## ANNEXE 5 : LOCALISATION DES POINTS DE MESURE DE BRUIT



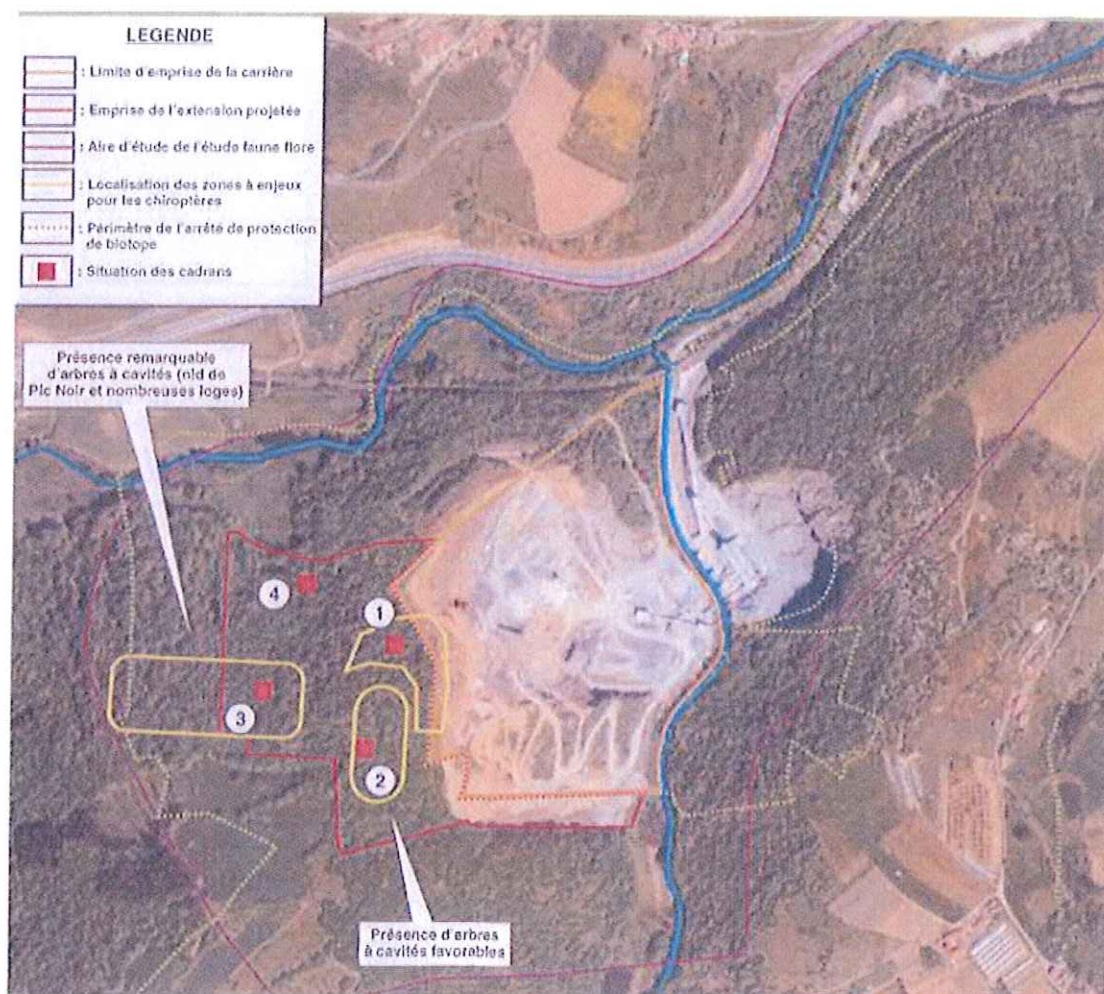
VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU 14 OCT. 2013

**LE PRÉFET,**  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DAVID



## ANNEXE 6.1 : LOCALISATION DES ZONES A ENJEUX (Chiroptères)

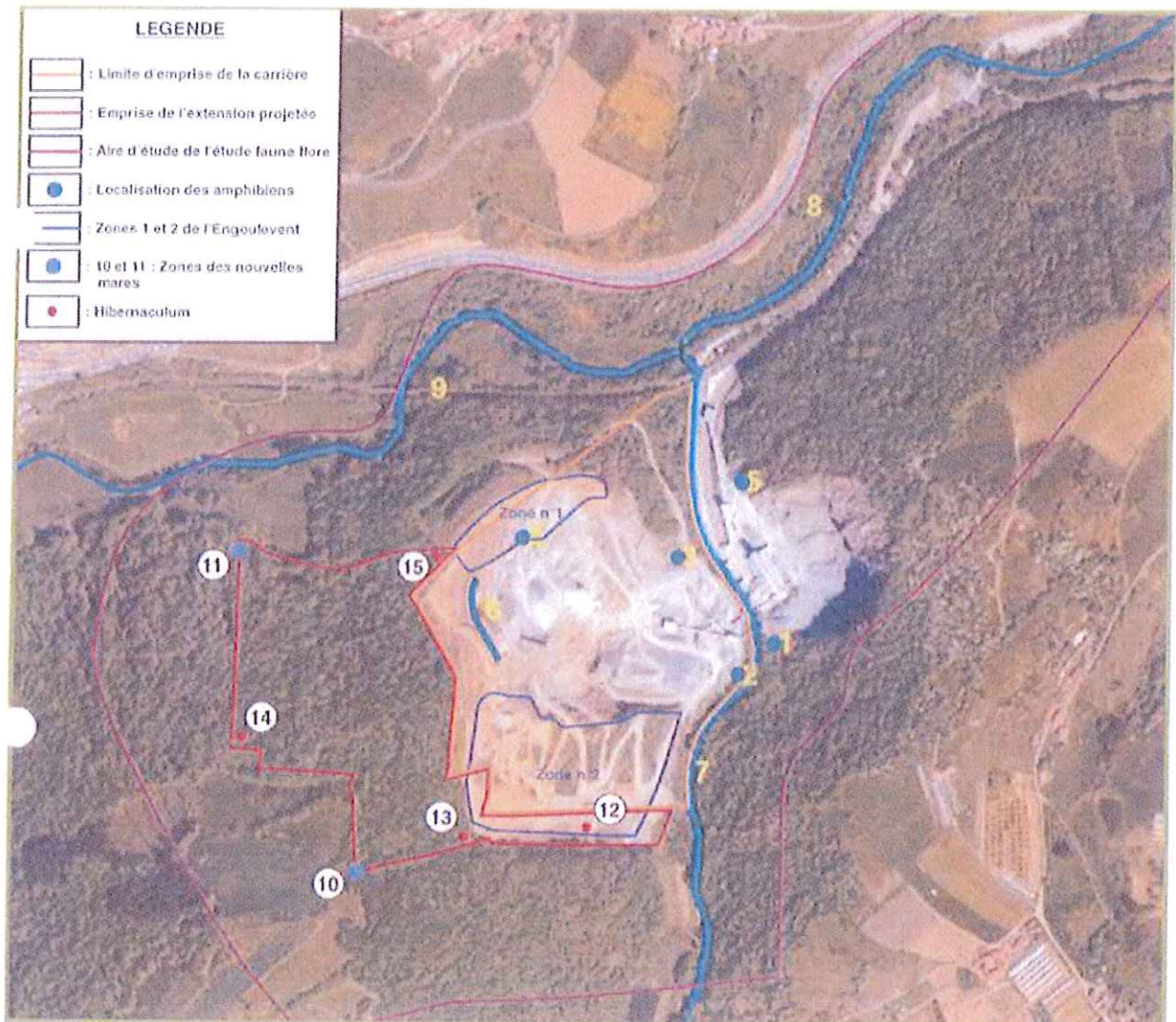


VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU 14 OCT. 2013

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,  
  
Isabelle DAVID

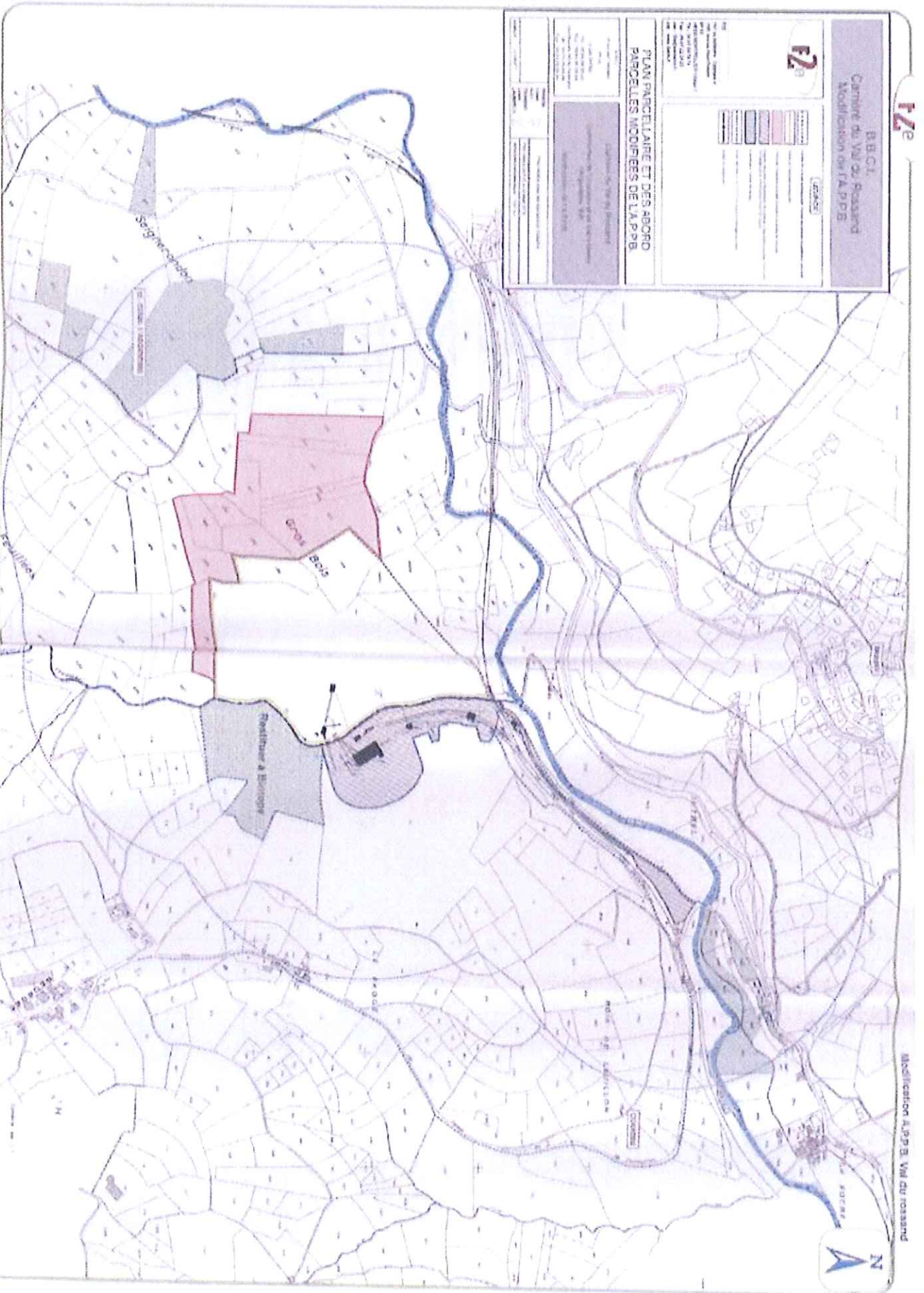


## ANNEXE 6.2 : LOCALISATION DES ZONES A ENJEUX (Engoulement, Amphibiens, Reptiles)





**ANNEXE 7 : LOCALISATION DES NOUVELLES PARCELLES RAJOUTEES A L'ARRÊTE BIOTOPE**



VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU 14 OCT. 2013

LE PRÉFET,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,  


Isabelle DAVID